

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2491

15 septembre 2015

SOMMAIRE

Assenagon Alpha	119529	Helios	119528
Bluestar Elkem Solar Co. Ltd. S.à.r.l.	119545	Hewlett-Packard Luxembourg Holdings S.à r.l.	119542
BOGGI Luxembourg S.à r.l.	119524	H&M Incentive Program S.à r.l.	119527
Born RCG Re SCA	119531	IK Investment Partners S.à r.l.	119552
Brederode	119526	Jupiter Merlin Funds	119543
Briantea & Eurasian S.A.	119522	LB Management SA	119526
Carol S.A.	119523	LSREF3 Lucus Investments S.à r.l.	119523
CD-Buttek Beim Palais S. à r.l.	119523	Med. Investments Holding SCSp	119568
CDEL - Cie du Développement d'Eisch Luxem- bourg	119544	Medtronic Advanced Energy Luxembourg S.à r.l.	119522
C&M Management S.à r.l.	119526	Paulerbiorn S.A.	119568
CNA Lux S.à.r.l.	119540	Promoters S.A.	119523
Compagnie Financière Française S.A.	119524	REC Solar Holding S.à.r.l.	119548
Crèche mäh-ma-muh S.à r.l.	119522	Reinking & Partner LLP (Lux)	119528
Diemmevi S.A.	119522	SF2I - Société Financière d'Investissement pour l'Industrie	119544
East-West United Bank	119527	The Jupiter Global Fund	119530
Elisam S.A.	119524	Thesis Investment S.A.	119525
Falcom Holding S.à r.l.	119526	Thesis Investment S.A.	119525
Formuepleje Lux SICAV	119556	Tie S.à r.l.	119525
framass-Treuhand	119529	Titrisation Helvético-Luxembourgeoise SA ..	119567
Gabriel Magic Inc. S.A.	119527	TM Property Investments S.à r.l.	119525
Generali North American Holding S.A.	119528	Tovimmo Sàrl	119567
Generation XXI S.A.	119529	Travel & Leisure Investments S.A.	119524
German Core Investments S.à r.l.	119529	Vianden RCG Re SCA	119535
GPI	119527		
Grands Crus Holdings Sàrl	119528		

Diemmevi S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 134.558.

Les comptes au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DIEMMEVI S.A.

Référence de publication: 2015079296/10.

(150091430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Crèche mäh-ma-muh S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5710 Aspelt, 8, rue Pierre d'Aspelt.
R.C.S. Luxembourg B 160.180.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN S.à.r.l.

259 ROUTE D'ESCH

L-1471 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2015079221/13.

(150091445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Medtronic Advanced Energy Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 22.224,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 164.592.

Extrait de la résolution des gérants de la Société en date du 7 juillet 2015

En date du 7 juillet 2015, les gérants de la Société ont décidé de transférer le siège de la Société à l'adresse suivante: 3b, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, G.D. de Luxembourg avec effet au 1^{er} juillet 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juillet 2015.

Medtronic Advanced Energy Luxembourg S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015126513/15.

(150138493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Briantea & Eurasian S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.
R.C.S. Luxembourg B 71.769.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le jeudi *1^{er} octobre 2015* à 14.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et attribution du résultat au 31 décembre 2013.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Décision de continuer la société en conformité avec l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015151884/16.

Carol S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 30.815.

Les comptes annuels au 31 décembre 2000 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
CAROL S.A.

Référence de publication: 2015079238/11.

(150091506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

LSREF3 Lucus Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romains.
R.C.S. Luxembourg B 188.690.

Le bilan pour la période du 11 juillet 2014 (date de constitution) au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

Un mandataire

Référence de publication: 2015126477/12.

(150138562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

CD-Buttek Beim Palais S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 16, rue du Marché-aux-Herbes.
R.C.S. Luxembourg B 55.498.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN S.à r.l.
259 ROUTE D'ESCH
L-1471 LUXEMBOURG
Signature

Référence de publication: 2015079244/13.

(150091370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Promoters S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 68.193.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le *07/10/2015* à 11.00 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du Bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31.12.2014;
- Affectation du résultat au 31.12.2014;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2015152621/18.

BOGGI Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 34, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 177.041.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015079161/9.

(150091418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Elisam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4830 Rodange, 4, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 78.698.

Le bilan et l'annexe au bilan au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015079353/10.

(150091746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Travel & Leisure Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 12, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 88.561.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale annuelle en date du 21 juillet 2015

L'Assemblée Générale de la Société a décidé de:

- d'accepter la démission de Monsieur Karim REZIOUK, né à Hayange - France le 5 février 1975 demeurant professionnellement au 41 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg - Grand-Duché du Luxembourg de son mandat d'administrateur avec effet au 21 juillet 2015.

- de nommer Madame Lucie DELAMONTAGNE, née à Rennes - France le 23 juin 1986 demeurant professionnellement au 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg - Grand-Duché du Luxembourg au poste d'administrateur avec effet au 21 juillet 2015 et jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2018.

Pour extrait

Pour la Société

Référence de publication: 2015126875/17.

(150137996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Compagnie Financière Française S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 45.245.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, 3, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg, le 2 octobre 2015 à 10.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation des bilan, comptes de profits et pertes et affectation des résultats au 31 décembre 2014;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
4. Question de la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (telle que modifiée);
5. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2015150654/317/18.

Thesis Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 7, place du Théâtre.
R.C.S. Luxembourg B 142.895.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015126857/10.

(150137943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Thesis Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 7, place du Théâtre.
R.C.S. Luxembourg B 142.895.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015126858/10.

(150137944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Tie S.à r.l, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7233 Bereldange, 40, Cité Grand-Duc Jean.
R.C.S. Luxembourg B 69.167.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 2 juillet 2015, le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, 6^{ème} chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu Madame le Juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour insuffisance d'actifs les opérations de liquidation de la société suivante:

TIE SARL

Référence de publication: 2015126861/12.

(150137667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

TM Property Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 196.187.

Extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 23 juillet 2015

1. Monsieur Pierre Claudel, administrateur de sociétés, né à Schiltigheim (France), le 23 mai 1978, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a démissionné de son mandat de gérant.

2. Monsieur Julien Ponson, administrateur de sociétés, né à Poissy (France), le 29 juillet 1981, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a démissionné de son mandat de gérant.

3. Monsieur Ralph Hendrikus Heijder, administrateur de sociétés, né à Oss (Pays-Bas), le 16 mars 1978, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une période indéterminée.

4. Madame Aurore Guérini, administrateur de sociétés, né à Mont-Saint-Martin(France), le 1^{er} février 1977, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une période indéterminée.

Luxembourg, le 27.07.2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour TM Property Investments S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015126864/22.

(150137989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Brederode, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 32, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 174.490.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015079170/9.
(150091528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Falcom Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 186.401.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 mai 2015.
Référence de publication: 2015079379/10.
(150091369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

LB Management SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 190.233.

RECTIFICATIF

Il y a lieu de corriger comme suit le 2^e alinéa de l'article 3 de la publication des statuts, dans le Mémorial C n° 3110 du 25 octobre 2014, page 149245:

au lieu de:

«Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la même commune par une décision du conseil d'administration, et à tout autre CONSTITUTION DE SOCIETE du 12 septembre 2014 Me DELOSCH N°8527 endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une décision des actionnaire(s) délibérant comme en matière de modification de statuts.»

lire:

«Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la même commune par une décision du conseil d'administration, et à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une décision des actionnaire(s) délibérant comme en matière de modification de statuts.»

Référence de publication: 2015152619/17.

C&M Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-9970 Leithum, 3, Wirwelt.
R.C.S. Luxembourg B 141.888.

Cession de parts de la société inscrite au RCSL No B 141.888

Il résulte d'une convention de cession de parts sociales sous seing privée du 16 avril 2015 que Mr Marc-André Lefebvre a cédé la totalité, soit 1,000 parts sociales, qu'il détenait dans la société C&M Management S.à r.l. à la société Governance Management S.A.

Par conséquent à compter du 16/4/2015 la répartition du capital social de la société C&M Management S.à r.l. est la suivante:

- Governance Management S.A.: 1,000 parts sociales.

Luxembourg, le 18 août 2015.

Pour C&M Management S.à r.l.

Marc-André LEFEBVRE

Gérant

Référence de publication: 2015143291/18.

(150156580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 2015.

Gabriel Magic Inc. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 98.369.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015127375/9.

(150136647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

GPI, Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 81.941.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juillet 2015.

Référence de publication: 2015127390/10.

(150137179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

East-West United Bank, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 10, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 12.049.

EXTRAIT

Madame Svetlana Fedotova, demeurant professionnellement au 10 boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, a démissionné de ses fonctions d'administrateur et d'administrateur-délégué en date du 3 septembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015152093/14.

(150166929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

H&M Incentive Program S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 159.720.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 16 juin 2015

L'associé unique a pris acte de la démission de Mesdames Karin Wing et Karine Gritti et de Monsieur Jan-Erik Danielsson de leurs fonctions de gérants de catégorie A et décide de:

- nommer en qualité de nouveaux gérants A et pour une durée illimitée:

* Monsieur Holger Hanas demeurant Lakegatan 8, 72349 Västerås, Sweden avec effet au 12 juin 2015;

* Madame Grietje Cortebeek demeurant 18-Oktoberstraat 37, 8200 Sint-Andries, Belgium avec effet au 16 juin 2015;

- nommer en qualité de nouvelle gérante B et pour une durée illimitée:

Madame Charlotte Lahaije-Hultman avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg avec effet au 16 juin 2015

Le Conseil de gérance se compose donc comme suit:

- Messieurs Nils Vinge et Holger Hanas et Madame Grietje Cortebeek, Gérants de catégorie A;

- Mesdames Brigitte Pochon et Charlotte Lahaije - Hultmann Gérantes de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015127404/21.

(150137002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

Generali North American Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 148.432.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 2015.

Référence de publication: 2015127368/10.

(150136763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

Reinking & Partner LLP (Lux), Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1420 Luxembourg, 5-11, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 195.369.

RECTIFICATIF

Il y a lieu de corriger comme suit la première ligne de l'en-tête de l'acte publié dans le Mémorial C no 1106 du 28 avril 2015, page 53046:

au lieu de: «Reinking & Partner LLP (Lux), Société à responsabilité limitée»,

lire: «Reinking & Partner LLP (Lux), Succursale d'une société de droit étranger».

Référence de publication: 2015152618/11.

Helios, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 58.180.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juillet 2015.

Pour HELIOS

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2015127424/13.

(150136416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

Grands Crus Holdings Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 111.788.

Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 16 juillet 2015

L'associée unique décide de transférer le siège social de la société de son adresse actuelle sise au 13-15, Avenue de la Liberté à sa nouvelle adresse au 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg.

Suite à la lettre de démission du gérant actuel, à savoir INTERTRUST MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.à r.l., l'associée unique décide de nommer trois nouveaux gérants, pour une durée indéterminée, à savoir:

- Monsieur Jean-Marc FABER, né le 7 avril 1966 à Luxembourg et demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg, gérant de catégorie A;

- Monsieur Christophe MOUTON, né le 20 novembre 1971 à Saint-Mard (Belgique) et demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg, gérant de catégorie B;

- Monsieur Philippe VANDERHOVEN, né le 2 juillet 1971 à Rocourt (Belgique) et demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015127372/20.

(150136430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

Assenagon Alpha, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Assenagon Asset Management S.A.

Référence de publication: 2015146375/8.

(150160430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2015.

framass-Treuhand, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de framass-Treuhand modifié au 1. septembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, août 2015

IPConcept (Luxemburg) S.A.

Signature

Référence de publication: 2015140232/11.

(150152803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

German Core Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 171.637.

Extrait de résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 27 mai 2015

- Il est pris acte de la démission de Monsieur Mohammad JALAL-UDDIN de son mandat de gérant de catégorie A avec effet au 18 février 2015.

- Mr. Ahmad ALHUMAIDI, né le 17/02/1984 à Kuwait, Koweït, demeurant au Baitek Tower, Safat Square Street, Floors, 32, 3946 Safat, Koweït, est nommé en tant que gérant de catégorie A, avec effet au 18 février 2015, et ce pour une durée illimitée.

Fait à Luxembourg, le 27 mai 2015.

GERMAN CORE INVESTMENTS S.à r.l.

Référence de publication: 2015127379/16.

(150136260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

Generation XXI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 93.468.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 22 juillet 2015

Il résulte du procès-verbal du Conseil d'administration tenu en date du 22 juillet 2015, que:

Après avoir constaté que Monsieur Nicolas Mille s'est démis de ses fonctions d'administrateur en date du 1^{er} juillet 2015, les administrateurs restants décident, conformément à l'article 51 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, de coopter Monsieur Jérôme Lequeux, employé privé, né le 17 juillet 1981 à Virton (Belgique), résidant professionnellement au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, comme administrateur de la Société, avec effet au 1^{er} juillet 2015, en remplacement de Monsieur Nicolas Mille, administrateur démissionnaire, dont il achèvera le mandat.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GENERATION XXI S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015127378/19.

(150136420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

The Jupiter Global Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 110.737.

In the year two thousand and fifteen, on the thirty-first day of July.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (hereafter referred to as the "Meeting") of THE JUPITER GLOBAL FUND (hereafter referred to as the "Company"), a société anonyme having its registered office at 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, RCS B110737, incorporated on 22 September 2005 pursuant to a deed of Me Henri HELLINCKX, notary in Luxembourg then residing in Mersch, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") under number 1021 of 11 October 2005.

The articles of incorporation of the Company (the "Articles") were amended for the last time on 17 February 2014 by deed of Me Henri HELLINCKX, prenamed, published in the Mémorial under the number 1307 of 21 May 2014.

The Meeting was opened with Mrs Paula MOORE, employee, residing professionally in Senningerberg, as chairman of the Meeting.

The chairman appointed as secretary Mrs Myriam LAMBRECH, employee, residing professionally in Senningerberg.

The Meeting elected as scrutineer Mr Brian FLANAGAN, employee, residing professionally in Senningerberg.

The bureau of the Meeting (hereafter referred to as the "Bureau") having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I.- That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda
Sole resolution

Amendment of the eleventh paragraph of article 14 of the articles of incorporation of the Company in order to permit the appointment of a management company authorized in another Member State under Directive 2009/65 EC.

II.- That a first extraordinary general meeting of the Company was held on 29 June 2015 to deliberate on the same agenda as hereinbefore reproduced. It appeared from the attendance list that, out of 570,015,304 shares in issue, 18,328,568 shares were present or represented at the meeting, representing less than half of the Company's capital. As a result of the foregoing, the meeting was not regularly constituted and could not validly deliberate on the sole item of the agenda for lack of quorum. It was thus decided to reconvene a second meeting on this day.

III.- The present Meeting has been duly convened by notices containing the agenda of the Meeting published in the Mémorial number 1603 of 30 June 2015 and number 1755 of 16 July 2015, in the Tageblatt of 30 June 2015 and 16 July 2015 and in the Luxemburger Wort of 30 June 2015 and 16 July 2015.

The related copies of the said publications are deposited on the desk for inspection by the Bureau of the Meeting.

IV.- The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list signed by the shareholders present, the proxies of the represented shareholders and by the Bureau will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

V.- It appears from the attendance list that, out of the 576,801,876.6 shares in issue, 16,932,276.08 shares are present or represented at the Meeting. Pursuant to article 67-1 (2) of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the Meeting is regularly constituted and may validly deliberate and decide upon the sole item of the agenda of the Meeting, whatsoever the represented part of capital.

VI.- As a result of the foregoing, the present Meeting is regularly constituted and may validly decide on the sole item of the agenda.

After deliberation, the Meeting, by 16.550.548 votes for, 0 votes against and 381.728 abstentions, took the following resolution:

Sole resolution

The Meeting resolved to amend the eleventh paragraph of article 14 of the Articles of the Company so as to read as follows:

"The Corporation will enter into a management agreement with a Luxembourg management company authorized under chapter 15 of the Law or with a management company authorized in another Member State under Chapter III of the Directive 2009/65/EC to supply the Corporation with investment management, administration and marketing services. Alternatively, the Board of Directors may appoint two or more persons to conduct the business of the Corporation."

The Meeting noted that the French translation of the Articles is not required anymore in accordance with article 26 (2) of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment and that therefore no French translation of the present deed will follow the English version.

There being no further business on the agenda, the Meeting was thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Senningerberg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the Meeting, the members of the Bureau, all of whom are known to the notary by name, first name, civil status and residence, signed together with Us, the Notary, the present original deed.

Signé: P. MOORE, M. LAMBRECH, B. FLANAGAN, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 6 août 2015. 2LAC/2015/18100. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 12 août 2015.

Référence de publication: 2015139290/71.

(150151247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

Born RCG Re SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-4243 Esch-sur-Alzette, 97, rue Jean-Pierre Michels.

R.C.S. Luxembourg B 57.845.

In the year two thousand and fifteen, on the eighteenth day of August.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting (the "General Meeting") of Born RCG Re S.C.A. a partnership limited by shares (société en commandite par actions) governed by the laws of the Grand-duchy of Luxembourg, having its registered office at having its registered office at L - 4243 Esch-sur-Alzette, 97, rue Jean-Pierre Michels, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a notarial deed drawn up on December 17th, 1996 by Me André-Jean-Joseph Schwachtgen, then notary residing in Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under the number B 57845. Its articles have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated May 5th, 1997, number 221, whose articles of associations have been amended several times (hereafter the "Company").

The Meeting was presided by Mr. Régis Galiotto, notary's clerk, professionally residing at Luxembourg, as chairman of the General Meeting (the "Chairman").

The Chairman appointed Mrs. Arlette Siebenaler, notary's clerk, professionally residing at Luxembourg, as secretary of the General Meeting (the "Secretary").

The Chairman and the Secretary appointed Mrs. Valérie Coquille, Legal Manager, professionally residing at Luxembourg, as scrutineer of the General Meeting (the "Scrutineer").

The Chairman, the Secretary and the Scrutineer composed the bureau of the General Meeting (the "Bureau").

Having thus been constituted, the board of the meeting draws up the attendance list.

The attendance list as well as the proxy, having been signed *ne varietur* by the proxy-holders, by the members of the meeting and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be filed at the same time with the registration authorities.

The chairman declares and requests the notary to act that:

I. according to the attendance list, the shareholder representing the full amount of the share capital of the Company, being USD 4,486,056.- (four million four hundred eight-six thousand fifty-six United States Dollars) represented by 4,486,056.- (four million four hundred eight-six thousand fifty-six) shares, without designation of nominal value, is present or validly represented at the meeting. The meeting can thus validly deliberate and decide on all subjects mentioned on the agenda without a prior formal convening notice.

II. the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

- 1.- Presentation of the merger plan of the Company.
- 2.- Approval of the merger plan and decision to realize the merger by absorption of the Company by Vianden RCG Re SCA further to article 259 of the law of 10th August 1915 on commercial companies (the Law) by the transfer, following the dissolution without liquidation, of any and all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of the Company to Vianden RCG Re SCA (the "Merger").
- 3.- Acknowledgement of dissolution without liquidation of the Company;
- 4.- Acknowledgement of the effective date of the Merger from an accounting perspective;

- 5.- Discharge to the Directors and to the independent auditor of the Company for the exercise of their mandate;
6. - to have the books and documents of the Company kept during a period of five years at the registered office of the dissolved company; and
- 7.- Miscellaneous.

III. the whole share capital of the Company being present or represented at the present meeting and the shareholder present or represented declaring that it has had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no formal convening notices were necessary.

IV. the present meeting is consequently regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the General Meeting adopted unanimously the following resolutions:

First resolution

The Shareholders declare that it has full knowledge of the merger plan (the "Merger Plan") in relation to the merger by absorption of the Company by Vianden RCG Re SCA, a partnership limited by shares (société en commandite par actions), having its registered office at 97, rue Jean-Pierre Michels, L-4243 Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 27908 the "Absorbing Company") and of Born RCG Re SCA, a partnership limited by shares (société en commandite par actions), having its registered office at 97, rue Jean-Pierre Michels, L-4243 Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 57845 ("Born" and together with the Company referred to as the "Absorbed Companies"), whereby the Absorbing Company will absorb the Absorbed Company (the "Merger").

The Shareholders note that the Merger Plan has been executed by the Extraordinary General Meeting of the Company and the Extraordinary General Meeting on 30 June 2015 and has been published in the Mémorial dated 17 July 2015, Number 1769, in accordance with article 262 (1) of the Law.

Second resolution

The Shareholders approve the Merger Plan, as published, in all its provisions and in its entirety, without exception and reserve.

The Shareholders further resolve to realize the Merger further to article 259 of the Law, by the transfer, following the dissolution without liquidation, of all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of the Company to the Absorbing Company.

The Shareholders also resolve to approve the transfer of all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of the Company to the Absorbing Company and the allotment and conditions of issue of new shares to the Shareholders in accordance with the exchange ratio as published in the Merger Plan.

The newly issued shares will be in registered form and the shareholders' register of the Absorbing Company will be updated accordingly.

Third resolution

The Shareholders acknowledge that, subject to the approval of the Merger by the Absorbing Company, the Company will be dissolved without liquidation, and will cease to exist pursuant to article 274 of the Law from the day of the present deed.

Fourth resolution

The Shareholders acknowledge that, from an accounting perspective, the Merger is effective as of 1st January 2015, as provided for in the Merger Plan.

Fifth resolution

After careful review and analysis of the documents deposited at the registered office of the Company pursuant to article 267 of the Law, the Shareholder resolve to grant discharge to the directors and to the independent auditor of the Company for the accomplishment of their mandates until the date of these resolutions.

Sixth resolution

The records and documents of the dissolved Company will be kept for a period of five years at the former registered office of the Company, which is at L-4243 Esch-sur-Alzette, 97, rue Jean-Pierre Michels, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary states in accordance with article 271 (2) of the Law, having verified and certifies the existence and legality of all the acts and formalities incumbent upon the Company and of the merger proposal.

Nothing else being on the agenda, and nobody rising to speak, the meeting was closed.

Costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at two thousand Euros (EUR 2,000.-).

WHEREOF, the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing persons, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le dix-huit août.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue

l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société en commandite par actions: Born RCG Re S.C.A, ayant son siège social L - 4243 Esch-sur-Alzette, 97, rue Jean-Pierre Michels, Grand-Duché de Luxembourg, constituée par acte notarié en date du 17 décembre 1996 par Me André-Jean-Joseph Schwachtgen, alors notaire de résidence à Luxembourg et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 57845. Ses statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 5 mai 1997, numéro 221. Les statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises.

L'Assemblée générale extraordinaire est ouverte sous la présidence de M.

Régis Galiotto, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, Le président nomme comme secrétaire Madame Arlette Siebenaler, demeurant professionnellement à Luxembourg, L'assemblée choisit comme scrutatrice Mme Valérie Coquille, Legal Manager, demeurant professionnellement à Luxembourg, Le bureau de l'assemblée étant constitué, le président déclare et requiert le notaire d'acter que:

I: L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Agenda:

1.- Présentation du projet de fusion de la Société.

2.- Approbation du projet de fusion et décision de réaliser la fusion par absorption de la Société par «Vianden RCG Re SCA» d'après l'article 259 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (la "Loi") par le transfert, suite à la dissolution sans liquidation, de tous les actifs, passifs, droits, obligations et contrats de la Société à «Vianden RCG Re SCA» (la "Fusion").

3.- Reconnaissance de la dissolution sans liquidation de la Société.

4.- Reconnaissance de la date effective de la Fusion d'un point de vue comptable.

5.- Décharge des administrateurs et du réviseur d'entreprises agréé de la Société pour l'exercice de leurs mandats.

6. - Les livres et documents de la Société dissoute seront conservés pendant cinq ans à l'ancien siège social de la Société;

7.- Divers.

II: Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions des actionnaires, sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires ou par leurs mandataires et par les membres du bureau de l'assemblée, restera annexée aux présentes.

Les procurations des actionnaires représentés, paraphées "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte.

III: Il résulte de ladite liste de présences que toutes les actions sont présentes ou représentées à l'assemblée, laquelle en conséquence est constituée régulièrement et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Actionnaires déclarent qu'ils ont entière connaissance du projet de fusion (le "Projet de Fusion") en relation avec la fusion par absorption de la Société par «Vianden RCG Re SCA» une société en commandite par actions, ayant son siège social au 97, rue Jean-Pierre Michels, L-4243 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 27908 (la "Société Absorbante") et de «Born RCG Re SCA», une société en commandite par actions, ayant son siège social au 97, rue Jean-Pierre Michels, L-4243 Esch-

sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 57845 ("Born" la "Société Absorbée"), dont la Société Absorbante absorbera la Société Absorbée (la "Fusion").

Les Actionnaires notent que le Projet de Fusion a été exécuté par les assemblées générales extraordinaires de la Société et de la Société Absorbée le 30 juin 2015 et a été publié au Mémorial en date du 17 juillet 2015, numéro 1769, conformément à l'article 262 (1) de la Loi.

Deuxième résolution

Les Actionnaires approuvent le Projet de Fusion, tel que publié, dans toutes ses dispositions et en son entièreté, sans exception ni réserve.

Les Actionnaires ensuite décident de réaliser la Fusion d'après l'article 259 de la Loi, par le transfert, suite à la dissolution sans liquidation, de tous les actifs, passifs, droits, obligations et contrats de la Société à la Société Absorbante.

Les Actionnaires décident aussi d'approuver le transfert de tous les actifs, passifs, droits, obligations et contrats de la Société à la Société Absorbante et l'attribution et les conditions de l'émission des nouvelles actions aux Actionnaires conformément au ratio d'échange tel que publié dans le Projet de Fusion.

Les actions nouvellement émises seront en forme nominative et leur inscription dans le registre des actionnaires de la Société Absorbante se produira le jour du présent acte.

Troisième résolution

Les Actionnaires reconnaissent que, sous condition de l'approbation de la Fusion par la Société Absorbante, la Société sera dissoute sans liquidation, et cessera d'exister conformément à l'article 274 de la Loi à partir du jour du présent acte.

Quatrième résolution

Les Actionnaires reconnaissent que, d'un point de vue comptable, la Fusion est effective à partir du 1^{er} janvier 2015, tel que prévu dans le Projet de Fusion.

Cinquième résolution

Après une revue et analyse approfondis des documents déposés au siège social de la Société conformément à l'article 267 de la Loi, Les Actionnaires décident d'accorder une décharge aux administrateurs et au réviseur d'entreprises agréé de la Société pour l'exercice de leurs mandats jusqu'à la date de ces résolutions.

Sixième résolution

Les livres et documents de la Société dissoute seront conservés pendant cinq ans à l'ancien siège social de la Société, L-4243 Esch-sur-Alzette, 97, rue Jean-Pierre Michels, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare conformément à l'article 271 (2) de la Loi, avoir vérifié et certifié l'existence et la légalité de tous les actes et formalités incombant à la Société et du projet de fusion.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et personne ne prenant plus la parole, l'assemblée est close.

Frais

Les coûts, dépenses, rémunérations ou charges de toutes sortes qui devront être supportés par la Société suite au présent acte sont estimés à deux mille Euros (2.000.-EUR).

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date mentionnée en entête des présentes.

Le Notaire soussigné, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que les Actionnaires l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la requête des Actionnaires, en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fera foi.

Le présent document a été lu aux Actionnaires, représentés par leur mandataire, connu du Notaire par ses nom, prénom, état civil et domicile, et le mandataire, au nom des Actionnaires, ainsi que le Notaire ont signé ensemble le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO, A. SIEBENALER, V. COQUILLE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 25 août 2015. Relation: 1LAC/2015/27044. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Référence de publication: 2015150135/192.

(150164932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Vianden RCG Re SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-4243 Esch-sur-Alzette, 97, rue Jean-Pierre Michels.

R.C.S. Luxembourg B 27.908.

In the year two thousand and fifteen, on the eighteenth day of August,

Before Us Me Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;

Was held

an extraordinary general meeting (the "General Meeting") of Vianden RCG Re S.C.A. a partnership limited by shares (société en commandite par actions) governed by the laws of the Grand-duchy of Luxembourg, having its registered office at having its registered office at L - 4243 Esch-sur-Alzette, 97, rue Jean-Pierre Michels, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a notarial deed drawn up on April 20th, 1988 by Me Frank Baden, then notary residing in Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under the number B 27.908. Its articles have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated July 11th, 1988, number 187, whose articles of associations have been amended several times (hereafter the "Company").

The Meeting was presided by Mr. Régis Galiotto, notary's clerk, professionally residing at Luxembourg, as chairman of the General Meeting (the "Chairman").

The Chairman appointed Mrs. Arlette Siebenaler, notary's clerk, professionally residing at Luxembourg, as secretary of the General Meeting (the "Secretary").

The Chairman and the Secretary appointed Mrs. Valérie Coquille, Legal Manager, professionally residing at Luxembourg, as scrutineer of the General Meeting (the "Scrutineer").

The Chairman, the Secretary and the Scrutineer composed the bureau of the General Meeting (the "Bureau").

Having thus been constituted, the board of the meeting draws up the attendance list.

The attendance list as well as the proxy, having been signed ne varietur by the proxy-holders, by the members of the meeting and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be filed at the same time with the registration authorities.

The chairman declares and requests the notary to act that:

I. according to the attendance list, the shareholder representing the full amount of the share capital of the Company, being USD 15,282,048.- (fifteen million two hundred eight-two thousand forty-eight United States Dollars) represented by 15,282,048.- (fifteen million two hundred eight-two thousand forty-eight shares, without designation of nominal value, is present or validly represented at the meeting. The meeting can thus validly deliberate and decide on all subjects mentioned on the agenda without a prior formal convening notice.

II. the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1.- Presentation of the merger plan of the Company.

2.- Approval of the merger plan and decision to realize the merger with Born RCG Re SCA further to article 259 of the law of 10th August 1915 on commercial companies (the "Law") by the transfer, following the dissolution without liquidation, of any and all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of Born RCG Re SCA to the Company (the "Merger").

3.- Increase of the share capital of the Company by an amount of USD 1,185,483 (one million one hundred eighty-five thousand four hundred eighty-three United States Dollars) from its current amount of USD 15,282,048 (fifteen million two hundred and eighty-two thousand forty-eight United States Dollars) to USD 16,467,531 (sixteen million four hundred sixty-seven thousand five hundred thirty-one United States Dollars) through the issuance of 1,185,483 (one million one hundred eighty-five thousand four hundred eighty-three) Limited Shareholders shares (actions de commanditaire) and no Unlimited Shareholders share (action de commandité) to be subscribed by the shareholders of the Absorbed Company on the Effective Date in consideration of the transfer of any and all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of Born RCG Re SCA to the Company, and those new shares to be issued with a merger share premium of an amount of USD 6,791,629 (six million seven hundred ninety-one six hundred twenty-nine United States Dollars). Reading of the Conclusion of the Independent Auditor.

4.- Further to the Merger and the dissolution of Born RCG Re SCA, cancellation of its the shareholders registers and update of the shareholders register of the Company;

5.- Amendment of the first paragraph of Article 5 of the articles of association of the Company in order to reflect the above;

6.- Acknowledgement of the effective date of the Merger from an accounting perspective; and

7.- Miscellaneous.

III. the whole share capital of the Company being present or represented at the present meeting and the shareholder present or represented declaring that it has had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no formal convening notices were necessary.

IV. the present meeting is consequently regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the General Meeting adopted unanimously the following resolutions:

First resolution

The Shareholders declare that they have full knowledge of the merger plan (the "Merger Plan") in relation to the merger of the Company with Born RCG Re SCA, a Luxembourg société en commandite par actions having its registered office at 97, rue Jean-Pierre Michels, L-4243 Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 57845 ("called Born"), whereby the Company will absorb the Absorbed Company (the "Merger").

The Shareholders note that the Merger Plan has been executed by the Extraordinary General Meeting of the Company and the Extraordinary General Meeting on 30 June 2015 and has been published in the Mémorial dated 17 July 2015, Number 1769, in accordance with article 262 (1) of the Law.

Second resolution

The Shareholders resolve to approve the Merger Plan, as published, in all its provisions and in its entirety, without exception and reserve.

The Shareholders further resolve to realize the Merger further to article 259 of the Law, by the transfer, following the dissolution without liquidation, of all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of the Absorbed Company to the Company.

The Shareholder also resolve to approve the transfer of all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of the Absorbed Company to the Company and the allotment and conditions of issue of new shares in accordance with the exchange ratio as published in the Merger Plan.

The newly issued shares will be in registered form and their inscription in the shareholders' register of the Company will occur on the day of the present deed.

Third resolution

As a result of the Merger, the Shareholders resolve to increase the share capital of the Company by an amount of USD 1,185,483 (one million one hundred eighty-five thousand four hundred eighty-three United States Dollars) through the issuance of 1,185,483 (one million one hundred eighty-five thousand four hundred eighty-three) Limited Shareholders shares (actions de commanditaire) and no Unlimited Shareholders share (action de commandité) and the payment of a share premium of an aggregate amount of USD 6,791,629 (six million seven hundred ninety-one six hundred twenty-nine United States Dollars), to be subscribed by the Shareholders, acting in its capacity of shareholders, in consideration for the transfer of all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of the Absorbed Company to the Company.

Existence and proof of the contribution in kind:

In addition, Ms. Valérie COQUILLE, prenamed, and acting as aforesaid, stated that, in compliance with articles 26-1 and 32-1 (5) law of 10 August 1915 on commercial companies as modified, a report has been drawn up on June 29th, 2015 by "ATWELL" having its registered office at L-1835 Luxembourg, 17, rue des Jardiniers (RCS Luxembourg B 169.787) signed by Christophe DESCHAMPS, statutory auditor, wherein the assets and liabilities so contributed have been described and valued.

The person appearing produced that report, the conclusion of which is as follows:

"Conclusions:

On the basis of the work carried out by us nothing has come to our attention that would cause us to believe that the value of the contribution resulting from the application of the valuation method described above would not be at least equal to the number and par value of the new shares of "Vianden RCG Re SCA" to be issued in exchange, together with the merger share premium."

That report, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder representing the shareholder and by the notary will remain attached to the present deed and will be filed together with it with the registration authorities.

Subscription and payment

"Ramus Entreprise Luxembourg Holdco S.à r.l.", prenamed, the Limited shareholder and acting in its capacity of Limited shareholder of Absorbed Company too, declare to subscribe the 1,185,483 (one million one hundred eighty-five thousand four hundred eighty-three) Limited Shareholders shares (actions de commanditaire) without nominal value and a merger share premium of an aggregate amount of USD 6,791,629 (six million seven hundred ninety-one six hundred twenty-nine United States Dollars) as a result of the Merger.

Fourth resolution

Further to the Merger and the dissolution of the Absorbed Company, the Shareholders resolve to cancel the shares of the Absorbed Company, cancel the shareholders registers of the Absorbed Company and update of the shareholders' register of the Company.

Fifth resolution

The Shareholders resolve to amend the first paragraph of article 5 of the Articles accordingly, which shall now read as follows:

" **Art. 5.** The corporate capital is fixed at USD 16,467,531 (sixteen million four hundred sixty-seven thousand five hundred thirty-one United States Dollars) divided into 16,467,531 (sixteen million four hundred sixty-seven thousand five hundred thirty-one shares without nominal value, fully paid up."

Sixth resolution

The Shareholders acknowledge that, from an accounting perspective, the Merger is effective as of 1st January 2015, as provided for in the Merger Plan.

Declaration

The undersigned notary states in accordance with article 271 (2) of the Law, having verified and certifies the existence and legality of all the acts and formalities incumbent upon the Company and of the merger proposal.

Nothing else being on the agenda, and nobody rising to speak, the meeting was closed.

Costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at two thousand Euros (EUR 2,000.-).

WHEREOF, the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons, the present deed is worded in French, followed by an English version, at the request of the same appearing persons, and in case of divergences between the English and the French texts, the French version will be prevailing.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le dix-huit août.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue

l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société en commandite par actions Viande RCG Re SCA, de droit luxembourgeois, avec siège social à L-4243 Esch-sur-Alzette, 97, rue Jean-Pierre Michels, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, sous le numéro B2708, constituée par acte notarié en date du 20 avril 1988 par Me Frank Baden, alors notaire de résidence à Luxembourg et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 27.908. Ses statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 11 juillet 1988, numéro 187. Les statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises.

L'Assemblée générale extraordinaire est ouverte sous la présidence de M. Régis Galiotto, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg,

Le président nomme comme secrétaire Madame Arlette Siebenaler, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg,

L'assemblée choisit comme scrutatrice Mme Valérie Coquille, Legal Manager, demeurant professionnellement à Luxembourg,

Le bureau de l'assemblée étant constitué, le président déclare et requiert le notaire d'acter que:

I: L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Agenda:

- 1.- Présentation du projet de fusion de la Société.
- 2.- Approbation du projet de fusion et décision de réaliser la fusion avec «Born RCG Re SCA» d'après l'article 259 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (la "Loi") par le transfert, suite à la dissolution sans liquidation, de tous les actifs, passifs, droits, obligations et contrats de Born RCG Re SCA à la Société (la "Fusion").
- 3.- Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 1.185.483 USD (un million cent quatre-vingt-cinq mille quatre cent quatre-vingt-trois Dollars des Etats-Unis) pour le porter de son montant actuel d'USD 15.282.048 (quinze

millions deux cent quatre-vingt-deux mille quarante-huit Dollars des Etats-Unis) à USD 16.467.531 (seize millions quatre cent soixante-sept mille cinq cent trente et un Dollars des Etats-Unis) par l'émission de 1.185.483 (un million cent quatre-vingt-cinq mille quatre cent quatre-vingt-trois) actions de commanditaire et aucune action de commandité devant être souscrites par les actionnaires de la Société Absorbée, y compris une prime de fusion d'un montant d'USD 6.791.629 (six millions sept cent quatre-vingt-onze mille six cent vingt-neuf Dollars des Etats-Unis). Lecture des conclusions du rapport du réviseur indépendant.

4.- Suite à la Fusion et à la dissolution de «Born RCG Re SCA», annulation des registres des actionnaires/associés de «Born RCG Re SCA» et mise à jour du registre des actionnaires de la Société;

5.- Modification du premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société afin d'y refléter ce qui précède;

6.- Reconnaissance de la date effective de la Fusion d'un point de vue comptable;

7.- Divers.

II: Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions des actionnaires, sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires ou par leurs mandataires et par les membres du bureau de l'assemblée, restera annexée aux présentes.

Les procurations des actionnaires représentés, paraphées "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte.

III: Il résulte de ladite liste de présences que toutes les actions sont présentes ou représentées à l'assemblée, laquelle en conséquence est constituée régulièrement et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire Unique déclare qu'il a entière connaissance du projet de fusion (le "Projet de Fusion") en relation avec la fusion de la Société avec «Born RCG Re SCA», une société en commandite par actions luxembourgeoise, ayant son siège social au 97, rue Jean-Pierre Michels, L-4243 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 57845 ("appelée Born" la "Société Absorbée"), par lequel la Société absorbe la Société Absorbée (la "Fusion").

Les Actionnaires notent que le Projet de Fusion a été exécuté par les assemblées générales extraordinaires de la Société et de la Société Absorbée le 30 juin 2015 et a été publié au Mémorial en date du 17 juillet 2015, numéro 1769, conformément à l'article 262 (1) de la Loi.

Deuxième résolution

Les Actionnaires décident d'approuver le Projet de Fusion, tel que publié, dans toutes ses dispositions et en son entièreté, sans exception ni réserve.

Les Actionnaires par la suite décident de réaliser la Fusion d'après l'article 259 de la Loi, par le transfert, suite à la dissolution sans liquidation, de tous les actifs, passifs, droits, obligations et contrats de la Société Absorbée à la Société.

Les Actionnaires décident aussi d'approuver le transfert de tous les actifs, passifs, droits, obligations et contrats de la Société Absorbée à la Société et l'attribution et les conditions de l'émission des nouvelles actions conformément au ratio d'échange tel que publié dans le Projet de Fusion.

Les actions nouvellement émises seront en forme nominative et leur inscription dans le registre des actionnaires de la Société se produira le jour du présent acte.

Troisième résolution

En tant que résultat de la Fusion, les Actionnaires décident d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 1.185.483 USD (un million cent quatre-vingt-cinq mille quatre cent quatre-vingt-trois Dollars des Etats-Unis), par l'émission de 1.185.483 (un million cent quatre-vingt-cinq mille quatre cent quatre-vingt-trois) actions de commanditaire et aucune action de commandité devant être souscrites par les actionnaires de la Société Absorbée et le paiement d'une prime d'émission d'un montant total d'USD 6.791.629 (six millions sept cent quatre-vingt-onze mille six cent vingt-neuf Dollars des Etats-Unis), étant souscrites par l'Actionnaire Ramius Enterprise Luxembourg Holdco Sàrl, en considération du transfert de tous les actifs, passifs, droits, obligations et contrats des Sociétés Absorbées à la Société.

Existence et preuve de l'apport en nature:

En outre, Madame Valérie COQUILLE, prénommée et agissant comme ci-avant, atteste que, conformément aux articles 26-1 et 32-1 (5) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée, le rapport a été rédigé le 29 juin 2015 par «ATWELL», ayant son siège social à L- 2540 Luxembourg, 17, rue des Jardiniers (RCS Luxembourg B 169.787) signé par Christophe DESCHAMPS, réviseur d'entreprise agréé, dans lequel les actions apportées ont été décrites et évaluées.

La personne intervenante produit ce rapport dont la conclusion est la suivante:

«Conclusions:

Sur la base des travaux effectués, nous concluons que rien n'a été porté à notre attention qui nous amènerait à croire que la valeur de l'apport résultant de l'application de la méthode d'évaluation décrite ci-dessus ne serait pas au moins égale au nombre et la valeur nominale des actions nouvelles de Vianden RCG Re SCA à émettre en contrepartie, augmenté d'une prime d'émission.»

Ce rapport, après avoir été signé «ne varietur» par le mandataire et par notaire instrumentant, restera annexée au présent acte et sera enregistrée avec l'acte auprès de l'administration de l'enregistrement.

Souscription et paiement

«Ramius Entreprise Luxembourg Holdco S.à.r.l.», prénommée, actionnaire commanditaire et agissant en sa capacité d'actionnaires de la Société Absorbée, décide de souscrire 1.185.483 (un million cent quatre-vingt-cinq mille quatre cent quatre-vingt-trois) actions de commanditaire sans valeur nominale chacune et à une prime de fusion d'un montant total de d'USD 6.791.629 (six millions sept cent quatre-vingt-onze mille six cent vingt-neuf Dollars des Etats-Unis) comme résultat de la Fusion.

Quatrième résolution

Suite à la Fusion et à la dissolution de la Société Absorbée, les Actionnaires décident d'annuler les actions de la Société Absorbée, d'annuler le registre des actionnaires/associés de la Société Absorbée et de mettre à jour le registre des actionnaires de la Société.

Cinquième résolution

Les Actionnaires décident par conséquent de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des Statuts, de telle sorte qu'il sera désormais lu comme suit:

" **Art. 5.** Le capital social est fixé à USD 16.467.531 (seize millions quatre cent soixante-sept mille cinq cent trente et un Dollars des Etats-Unis) représenté par 16.467.531 (seize millions quatre cent soixante-sept mille cinq cent trente et un sans valeur nominale, entièrement libérées."

Sixième résolution

L'Actionnaire Unique reconnaît que, d'un point de vue comptable, la Fusion est effective à partir du 1^{er} janvier 2015, tel que prévu dans le Projet de Fusion.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare conformément à l'article 271 (2) de la Loi, avoir vérifié et certifié l'existence et la légalité de tous les actes et formalités incombant à la Société et du projet de fusion.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et personne ne prenant plus la parole, l'assemblée est clôturée.

Frais

Les coûts, dépenses, rémunérations ou charges de toutes sortes qui devront être supportés par la Société suite au présent acte sont estimés à deux mille Euros (2.000.- EUR).

DONT ACTE, Le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date mentionnée en en-tête des présentes.

Le Notaire soussigné, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que les Actionnaires l'ont requis de documenter le présent acte en langue française, suivi d'une version anglaise, et qu'à la requête des Actionnaires, en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, le texte français fera foi.

Le présent document a été lu aux Actionnaires, représentés par leur mandataire, connu du Notaire par ses nom, prénom, état civil et domicile, et le mandataire, au nom des Actionnaires, ainsi que le Notaire ont signé ensemble le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO, A. SIEBENALER, V. COQUILLE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 25 août 2015. Relation: 1LAC/2015/27045. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Référence de publication: 2015150617/261.

(150164673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.

CNA Lux S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.823.950,00.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 9, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 67.167.

In the year two thousand and fifteen, on the fourteenth day of August.

Before us Maître Martine Decker, notary, residing in Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

Carmeuse America Holding S.p.r.l., with registered office at 68 boulevard de Lauzelle, B-1348 Ottignies-Louvain-la-Neuve, registered with the «banque Carrefour des Entreprises» under number 0506.869.441 (the “Sole Shareholder”),

hereby represented by Maître Véronique Wauthier, lawyer, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given on August 10, 2015.

Said proxy after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Sole Shareholder is the sole shareholder of CNA LUX, S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of one hundred and seven million eight hundred and twenty-three thousand nine hundred and fifty Euro (107,823,950. -EUR), with registered office at 9 avenue Guillaume, L-1651 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

incorporated following a deed of Maître Réginald Neuman, then notary residing in Luxembourg, of November 23, 1998, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 62 of February 3, 1999 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 67167 (the “Company”).

The articles of association of the Company have then been amended:

by private deed of the general meeting of shareholders dated June 5, 2001, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 148 of January 28, 2002;

by a deed of Maître Paul Decker, then notary residing in Luxembourg-Eich, of September 15, 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1056 of October 10, 2003;

by a deed of the same notary of September 26, 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1104 of October 23, 2003;

by a deed of the same notary of December 28, 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 703 of April 6, 2006;

and for the last time by a deed of the same notary of April 20, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1593 of July 16, 2011.

The Sole Shareholder, represented as above mentioned, recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. Decrease of the share capital of the Company, from its current amount of one hundred and seven million eight hundred and twenty-three thousand nine hundred and fifty Euro (107,823,950.- EUR) to one million eight hundred and twenty-three thousand nine hundred and fifty Euro (1,823,950 EUR) by cancellation of four million two hundred and forty thousand (4,240,000) shares and payment to the Sole Shareholder;

2. Consequent amendment of article 5 of the Company’s articles of association;

3. Renumbering of the articles in the English version of the articles of association;

4. Miscellaneous.

First resolution

The Sole Shareholder presents a financial situation of the Company as at July 31, 2015.

The Sole Shareholder resolved to decrease the share capital of the Company from its current amount of one hundred and seven million eight hundred and twenty-three thousand nine hundred and fifty Euro (107,823,950.- EUR) to one million eight hundred and twenty-three thousand nine hundred and fifty Euro (1,823,950.- EUR) by cancellation of four million two hundred and forty thousand (4,240,000) shares (parts) with a nominal value of twenty five Euro (25.- EUR) each and payment to the Sole Shareholder of an amount of one hundred and six million Euro (106,000,000.- EUR). The payment is subject to the condition of any creditor of the Company having requested guarantees to cover its claim within thirty (30) days from the publishing in the Mémorial C, to be given satisfaction or to be dismissed from such a request.

The payment will in any case not be made before September 30, 2015.

Second resolution

As a result of the above resolution, the Sole Shareholder resolved to amend article 5 of the articles of incorporation, which will from now on be read as follows:

“ **Art. 5.** The corporate capital is set at one million eight hundred and twenty-three thousand nine hundred and fifty Euro (1,823,950.- EUR) divided into seventy-two thousand nine hundred and fifty-eight (72,958) shares (parts) with a nominal value of twenty-five Euro (25.- EUR) each.”

Third resolution

Taking into account that there are two articles 12 and no article 6 in the English version of the articles of association, the Sole Shareholder resolved to renumber the said articles of association.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the aforesaid capital decrease are estimated at EUR 1,580.-.

The undersigned notary who knows and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by her surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil quinze, le quatorze août.

Pardevant nous Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Carmeuse America Holding S.p.r.l., avec siège social 68 boulevard de Lauzelle, B-1348 Ottignies-Louvain-la-Neuve, immatriculée auprès de la banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0506.869.441 (l'«Associée Unique»),

représentée aux fins des présentes par Maître Véronique Wauthier, avocat à la Cour, avec adresse professionnelle à Luxembourg, aux termes d'une procuration donnée le 10 août 2015.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire agissant au nom de la partie comparante et par le notaire instrumentant, demeura annexée au présent acte pour être enregistrée ensemble avec celui-ci.

L'Associée Unique a requis le notaire instrumentant d'acter que l'Associée Unique est le seul et unique associé de CNA LUX, S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant un capital social de cent sept millions huit cent vingt-trois mille neuf cent cinquante euros (107.823.950,- EUR), dont le siège social est au 9 avenue Guillaume, L-1651 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

constituée suivant acte de Maître Réginald Neuman, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 23 novembre 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 62 du 3 février 1999, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 67167 (la «Société»).

Les statuts de la Société ont été modifiés

suitivant acte sous seing privé de l'assemblée générale des actionnaires en date du 5 juin 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 148 du 28 janvier 2002;

suitivant acte reçu par Maître Paul DECKER, alors notaire de résidence à Luxembourg-Eich, en date du 15 septembre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1056 du 10 octobre 2003, suitivant acte reçu par le même notaire en date du 26 septembre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1104 du 23 octobre 2003;

suitivant acte du même notaire en date du 28 décembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 703, en date du 6 avril 2006;

et pour la dernière fois suitivant acte du même notaire en date du 20 avril 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1593 du 16 juillet 2011.

L'Associée Unique, représentée comme indiqué ci-avant, reconnaît avoir été dûment et pleinement informée des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Réduction du capital de la Société, de son montant actuel de cent sept millions huit cent vingt-trois mille neuf cent cinquante euros (107.823.950,- EUR) à un million huit cent vingt-trois mille neuf cent cinquante euros (1.823.950,- EUR), avec annulation de quatre millions deux cent quarante mille (4.240.000) parts sociales et paiement à l'Associée Unique;

2. Modification correspondante de l'article 5 des statuts de la Société;

3. Renumerotation des articles dans la version anglaise des statuts;

4. Divers.

Première résolution

L'Associée Unique présente une situation financière de la Société arrêtée au 31 juillet 2015.

L'Associée Unique décide de réduire le capital social de son montant actuel de cent sept millions huit cent vingt-trois mille neuf cent cinquante euros (107.823.950,- EUR) à un million huit cent vingt-trois mille neuf cent cinquante euros (1.823.950,- EUR) par annulation de quatre millions deux cent quarante mille (4.240.000) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune et paiement à l'Associée Unique d'une somme de cent six millions d'euros (106.000.000,- EUR), un tel remboursement intervenant sous condition suspensive de voir tout créancier éventuel de la Société, dont la créance serait antérieure à la date de la publication au Mémorial C ayant sollicité dans les trente (30) jours à compter de ladite publication la constitution de sûretés, obtenir satisfaction ou être débouté de sa requête.

Le remboursement ne sera en toute hypothèse pas opéré avant le 30 septembre 2015.

Deuxième résolution

En conséquence des résolutions adoptées ci-dessus, l'Associée Unique décide de modifier l'article 5 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à un million huit cent vingt-trois mille neuf cent cinquante euros (1.823.950,- EUR) divisé en soixante-douze mille neuf cent cinquante-huit (72.958) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune. ».

Troisième résolution

Prenant en considération le fait qu'il y a deux articles 12 et pas d'article 6 dans la version anglaise des statuts, l'Associée Unique décide de procéder à une renumérotation.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à EUR 1.580,-.

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la comparante connue du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: Wauthier, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 18 août 2015. Relation: 1LAC/2015/26409. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul Molling.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 20 août 2015.

Référence de publication: 2015142008/144.

(150154943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Hewlett-Packard Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.140,00.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 124.024.

La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 23 janvier 2007 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 531 du 4 avril 2007.

Les comptes au 31 octobre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2015.

Pour Hewlett-Packard Luxembourg Holdings S.à r.l.

Liudmila Gorodnikova

Référence de publication: 2015079478/14.

(150091562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Jupiter Merlin Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 139.274.

In the year two thousand and fifteen, on the thirty-first day of July.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (hereafter referred to as the "Meeting") of JUPITER MERLIN FUNDS (hereafter referred to as the "Company"), a société anonyme having its registered office at 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, RCS B139274, incorporated on 4 June 2008 pursuant to a deed of Me Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") under number 1555 of 25 June 2008.

The articles of incorporation of the Company (the "Articles") were amended for the last time on 17 February 2014 by deed of Me Henri HELLINCKX, prenamed, published in the Mémorial under the number 1263 of 17 May 2014.

The Meeting was opened with Mrs Paula MOORE, employee, residing professionally in Senningerberg, as chairman of the Meeting.

The chairman appointed as secretary Mrs Myriam LAMBRECH, employee, residing professionally in Senningerberg.

The Meeting elected as scrutineer Mr Brian FLANAGAN, employee, residing professionally in Senningerberg.

The bureau of the Meeting (hereafter referred to as the "Bureau") having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I.- That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda
Sole resolution

Amendment of the eleventh paragraph of article 14 of the articles of incorporation of the Company in order to permit the appointment of a management company authorized in another Member State under Directive 2009/65 EC.

II.- That a first extraordinary general meeting of the Company was held on 29 June 2015 to deliberate on the same agenda as hereinbefore reproduced. It appeared from the attendance list that, out of 23,663,984 shares in issue, 79,698 shares were present or represented at the meeting, representing less than half of the Company's capital. As a result of the foregoing, the meeting was not regularly constituted and could not validly deliberate on the sole item of the agenda for lack of quorum. It was thus decided to reconvene a second meeting on this day.

III.- The present Meeting has been duly convened by notices containing the agenda of the Meeting published in the Mémorial number 1603 of 30 June 2015 and number 1755 of 16 July 2015, in the Tageblatt of 30 June 2015 and 16 July 2015 and in the Luxemburger Wort of 30 June 2015 and 16 July 2015.

The related copies of the said publications are deposited on the desk for inspection by the bureau of the Meeting.

IV.- The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list signed by the shareholders present, the proxies of the represented shareholders and by the Bureau will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

V.- It appears from the attendance list that, out of the 23,471,914.54 shares in issue, 222,985 shares are present or represented at the Meeting. Pursuant to article 67-1 (2) of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the Meeting is regularly constituted and may validly deliberate and decide upon the sole item of the agenda of the Meeting, whatsoever the represented part of capital.

VI.- As a result of the foregoing, the present Meeting is regularly constituted and may validly decide on the sole item of the agenda.

After deliberation, the Meeting, by 222,985 votes for, 0 votes against and 0 abstentions, took the following resolution:

Sole resolution

The Meeting resolved to amend the eleventh paragraph of article 14 of the Articles of the Company so as to read as follows:

"The Corporation will enter into a management agreement with a Luxembourg management company authorized under chapter 15 of the Law or with a management company authorized in another Member State under Chapter III of the Directive 2009/65/EC to supply the Corporation with investment management, administration and marketing services. Alternatively, the Board of Directors may appoint two or more persons to conduct the business of the Corporation."

The Meeting noted that the French translation of the Articles is not required anymore in accordance with article 26 (2) of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment and that therefore no French translation of the present deed will follow the English version.

There being no further business on the agenda, the Meeting was thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Senningerberg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the Meeting, the members of the Bureau, all of whom are known to the notary by name, first name, civil status and residence, signed together with Us, the Notary, the present original deed.

Signé: P. MOORE, M. LAMBRECH, B. FLANAGAN, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 6 août 2015. 2LAC/2015/18101. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 12 août 2015.

Référence de publication: 2015139023/70.

(150151348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

CDEL - Cie du Développement d'Eisch Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 197.574.

SF2I - Société Financière d'Investissement pour l'Industrie, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 166.262.

—
Certificat de fusion du 25 août 2015.

1. Conformément à la Section XIV et plus particulièrement aux articles 278 et suivants de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, sur les sociétés commerciales (la «Loi») un projet de fusion a été établi par acte notarié en date du 2 juillet 2015, en vue de la fusion par absorption de la société SF2I - Société Financière d'Investissement pour l'Industrie, une société anonyme ayant son siège social à L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri Schnadt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 166.262 (la «Société Absorbée»), par CDEL - Cie du Développement d'Eisch, Luxembourg une société anonyme ayant son siège social à L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri Schnadt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 197.574 (la «Société Absorbante») détenant 100% des actions de la Société Absorbée.

2. Ce projet de fusion a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1846 du 24 juillet 2015.

3. Comme indiqué au point 9) du prédit projet de fusion, les actionnaires de la Société Absorbante ont eu le droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du prédit projet de fusion, de prendre connaissance, au siège social de la Société Absorbante, des documents indiqués à l'article 267, paragraphe (1) a), b) et c) de la Loi et ils ont pu, sur demande, en obtenir copie intégrale sans frais.

4. Gomme indiqué au point 10) du prédit projet de fusion, un ou plusieurs actionnaires de la Société Absorbante disposant d'au moins 5% du capital souscrit ont eu le droit de requérir pendant un délai d'au moins un mois à compter de la date de publication du projet de fusion au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, la convocation d'une assemblée générale de la Société Absorbante appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion, faute de quoi la fusion est réputée définitivement réalisée avec effet au 24 août 2015.

5. Il résulte d'un certificat émis par SF2I - Société Financière d'Investissement pour l'Industrie que tous les documents prévus sub 3) ont été déposés au siège social de la Société Absorbante et qu'aucune convocation à une assemblée générale n'a été requise dans le délai ci-dessus indiqué.

6. Par conséquent et conformément à la Loi et au projet de fusion, la fusion est devenue définitive entre les parties avec effet au 25 août 2015.

7. Que la Société Absorbée a dès lors cessé d'exister.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 28 août 2015. Relation: 2LAC/2015/19439. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Yvette THILL.

Référence de publication: 2015151389/38.

(150166082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2015.

Bluestar Elkem Solar Co. Ltd. S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.000.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 193.251.

In the year two thousand and fifteen, on the eighteenth day of August.

In front of Maître Henri Hellinckx, notary, professionally residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Bluestar Elkem Investment Co., Limited, registered as a limited company in Hong Kong, incorporated under the laws of Hong Kong, having its registered office at 29F, 88 Hing Fat Street, Hong Kong - Causeway Bay, registered with the Companies registry of Hong Kong under number 1556222 (the "Sole Shareholder"),

here duly represented by Mr. Régis Galiotto, notary clerk, having its professional address at 101 rue de Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney having been signed *ne varietur* by the power of attorney holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the sole shareholder of Bluestar Elkem Solar Co., Ltd S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 193.251, incorporated on 27 November 2014 before Maître Henri Hellinckx, notary residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" (the "Mémorial") number 219, dated 30 January 2015 (the "Company" and together with the Sole Shareholder, the "Merging Companies").

II.- That the 2,000,000 (two millions) shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

III.- That it is intended to merge the wholly-owned subsidiary of the Company, being REC Solar Holding S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 195.572 (the "Absorbed Company" and together with the Company, the "Merging Companies") into the Company whereby the Absorbed Company shall cease to exist and its entire assets and liabilities shall be transferred to the Company, as absorbing company (the "Merger").

IV.- That the provisions of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended (the "Law") regarding mergers have been fulfilled with as follows:

- Publication on the 17 July 2015 of the common draft terms of merger in the Mémorial number 1770, corresponding to a period of at least one month before the date of the general meetings of shareholders of the Merging Companies convened to decide on the common draft terms of merger;

- Deposit of the documents required by Article 267 of the Law at the registered office of each of the Merging Companies at least one month before the date of the general meetings of shareholders of the Merging Companies convened to decide on the common draft terms of merger.

V.- That the agenda (the "Agenda") of the meeting is the following:

1. Waiving of convening notice;
2. Acknowledgment, in connection with the merger by absorption of REC Solar Holding S.à r.l. by the Company, of the draft common terms of merger;
3. Approval of the merger by absorption of REC Solar Holding S.à r.l. by the Company; and
4. Miscellaneous.

After the foregoing was approved, the Sole Shareholder declared the following:

First resolution:

The Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting. The Sole Shareholder acknowledges having been sufficiently informed on the Agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the Agenda. It is further resolved that all the documentation produced to the meeting has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow the Sole Shareholder to carefully examine each document.

Second resolution:

The Sole Shareholder declares that it has knowledge of the common draft terms of merger relating to the Merger.

The Merger will be implemented by the transfer of any and all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of the Absorbed Company, without exception and reserves, to the Company, as absorbing company.

Merger Project

The Sole Shareholder notes that the board of managers of the Company, as absorbing company, and the board of managers of the Absorbed Company, entered into the common draft terms of merger (the "Merger Project"), under private seal, on the 3 July 2015.

The Sole Shareholder further notes that the Merger Project was published in the Mémorial number 1170 dated 17 July 2015.

Explanatory report of the Merging Companies and independent expert report

The Sole Shareholder notes that, in accordance with Article 278 of the Law, the articles 265 and 266 of the Law are not applicable, and therefore the detailed written report of the Merging Companies' management bodies explaining and setting out the legal and economic grounds of the Merger Project, as well as the report of an independent expert on the Merger Project, are not required and have not been prepared.

Financials

The Sole Shareholder confirms that, in accordance with Article 267 (1) (b) and (c) of the Law, as none of the Merging Companies' first financial year has ended yet, no annual accounts nor interim accounts of the Merging Companies shall be made available for inspection.

Public documentation

In accordance with Article 267 of the Law, as amended, the legal documentation in relation to the Merger has been made available for inspection by the shareholders of each of the Merging Companies at the registered office of each of the Merging Companies.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolution has been taken:

Third resolution:

The Sole Shareholder resolves to approve the Merger, as described in the Merger Project and published in the Mémorial number 1770 dated 17 July 2015, in all its provisions and its entirety, without exception and reserves.

The Merger will take effect and will become effective as from the last date of the concordant extraordinary general meetings of shareholders of each of the Merging Companies approving the Merger. The Merger will be enforceable towards third parties as from the publication with the Mémorial of the minutes of the extraordinary general meetings of shareholders of each of the Merging Companies approving the Merger.

Declaration

The undersigned notary states in accordance with article 271 (2) of the Law, having verified and certifies the existence and legality of all the acts and formalities incumbent upon the Company and of the merger proposal.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the above mentioned Merger, have been estimated at about one thousand five hundred Euros (1,500.- Euro).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon closed.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, it signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le dix-huitième jour du mois d'août.

Par-devant Maître Henri Hellinckx notaire, résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Bluestar Elkem Investment Co., Limited, immatriculée comme une société limitée à Hong Kong constituée selon les lois de Hong Kong, ayant son siège social sis au 29F, 88 Hing Fat Street, Hong King - Causeway Bay, enregistrée auprès du registre des sociétés de Hong Kong sous le numéro 1556222 (l'«Associé Unique»),

ici dûment représenté par M. Régis Galiotto, clerc de notaire, résidant professionnellement au 101 rue de Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration ayant été paraphée «ne varietur» par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel que décrit ci-dessus, a requis du notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- La partie comparante est l'associé unique de Bluestar Elkem Solar Co., Ltd S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 193.251, constituée par un acte notarié dressé par Maître Henri Hellinckx, le 27 novembre 2014, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 219, en date du 30 janvier 2015 (la «Société» et ensemble avec l'Associé Unique, les «Sociétés Fusionnantes»).

II.- Que les 2.000.000 (deux millions) de parts sociales d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour sur lesquels l'Associé Unique reconnaît expressément avoir été dûment et préalablement informé.

III.- Qu'il est envisagé de fusionner la filiale de la Société détenue à 100%, étant REC Solar Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 195.572 (la «Société Absorbée», ensemble avec la Société, les «Sociétés Fusionnantes»), avec la Société, à la suite de quoi la Société Absorbée cessera d'exister et la totalité de ses actifs et passifs sera transférée à la Société, en tant que société absorbante (la «Fusion»).

IV.- Que les dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi») relatives aux fusions ont été respectées comme suit:

- Publication le 17 juillet 2015 du projet commun de fusion au Mémorial numéro 1770, correspondant à une période d'au moins un mois avant la date des assemblées générales des associés de chacune des Sociétés Fusionnantes appelées à se prononcer sur le projet commun de fusion;

- Dépôt des documents requis par l'Article 267 de la Loi au siège social de chacune des Sociétés Fusionnantes au moins un mois avant la date des assemblées générales des associés de chacune des Sociétés Fusionnantes appelées à se prononcer sur le projet commun de fusion.

V.- Que l'ordre du jour (l'«Ordre du Jour») de l'assemblée est le suivant:

1. Renonciation au droit de convocation préalable;
2. Reconnaissance, en relation avec la fusion par absorption de REC Solar Holding S.à r.l. par la Société, du projet commun de fusion;
3. Approbation de la fusion par absorption de REC Solar Holding S.à r.l. par la Société; et
4. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède, l'Associé Unique a déclaré ce qui suit:

Première résolution:

L'Associé Unique renonce à son droit de convocation préalable afférent à la présente assemblée. L'Associé Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'Ordre du Jour et considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et de voter sur tous les points portés à l'Ordre du Jour. Il est en outre décidé que toute la documentation pertinente a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un délai suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution:

L'Associé Unique déclare avoir connaissance du projet commun de fusion relatif à la Fusion.

La Fusion sera mise en oeuvre par l'apport de l'ensemble des actifs, passifs, droits, obligations et contrats de la Société Absorbée, sans exception ni réserves, à la Société, en tant que société absorbante.

Projet de Fusion

L'Associé Unique note que le conseil de gérance de la Société, en tant que société absorbante, et le conseil de gérance de la Société Absorbée, ont conclu un projet commun de fusion (le «Projet de Fusion»), sous seing privé, le 3 juillet 2015.

L'Associé Unique note ensuite que le Projet de Fusion a été publié au Mémorial numéro 1770 en date du 17 juillet 2015.

Rapport explicatif des sociétés fusionnantes et rapport de l'expert indépendant

L'Associé Unique note que, conformément à l'Article 278 de la Loi, les articles 265 et 266 de la Loi ne sont pas applicables et, par conséquent, le rapport écrit détaillé des organes de gestion des Sociétés Fusionnantes expliquant et établissant les motifs juridiques et économiques du Projet de Fusion, ainsi que le rapport de l'expert indépendant sur le Projet de Fusion, ne sont pas requis et n'ont pas été préparés.

Etats comptables

L'Associé Unique note que, conformément à l'Article 267 (1) (b) et (c) de la Loi, comme aucun des premiers exercices des Sociétés Fusionnantes n'a encore été clôturé, aucun compte annuel ou compte intermédiaire des Sociétés Fusionnantes ne doit être mis à disposition pour inspection.

Documentation publique

Conformément à l'Article 267 de la Loi telle que modifiée, la documentation légale relative à la Fusion a été mise à disposition pour inspection par les associés de chacune des Sociétés Fusionnantes au siège social de chacune des Sociétés Fusionnantes.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, la résolution suivante a été adoptée:

Troisième résolution:

L'Associé Unique décide d'approuver la Fusion, telle que décrite dans le Projet de Fusion publié au Mémorial numéro 1770 daté du 17 juillet 2015, dans toutes ses dispositions et dans son intégralité, sans exception ni réserves.

La Fusion prendra effet à compter de la dernière date des assemblées générales extraordinaires des associés de chacune des Sociétés Fusionnantes concordantes approuvant la Fusion. La Fusion sera opposable aux tiers à compter de la publication au Mémorial des procès-verbaux des assemblées générales extraordinaires des associés de chacune des Sociétés Fusionnantes approuvant la Fusion.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare conformément à l'article 271 (2) de la Loi, avoir vérifié et certifié l'existence et la légalité de tous les actes et formalités incombant à la Société et du projet de fusion.

Estimation des coûts

Les coûts, frais, taxes et charges, de quelque type que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec les apports de capital, ont été estimés à environ mille cinq cents Euros (1.500.- Euros).

Aucun autre point n'ayant à être traité devant l'assemblée, celle-ci a été clôturée.

Dont Acte, à la suite de laquelle le présent acte notarié a été rédigé à Luxembourg, au jour qu'en tête des présentes.

Lecture ayant été faite de ce document à la personne comparante, elle a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande de la personne présente à l'assemblée, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même personne présente, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 25 août 2015. Relation: 1LAC/2015/27047. Reçu douze euros (12.- EUR)

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Référence de publication: 2015150132/195.

(150164729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.

REC Solar Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: NOK 120.002,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 195.572.

In the year two thousand and fifteen, on the eighteenth day of August.

In front of Maître Henri Hellinckx, notary, professionally residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Bluestar Elkem Solar Co., Ltd S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 193.251 (the "Sole Shareholder"),

here duly represented by Mr. Régis Galiotto, notary clerk, having its professional address at 101 rue de Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney having been signed ne varietur by the power of attorney holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the sole shareholder of REC Solar Holding S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at

5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 195.572, incorporated on 9 March 2015 before Maître Francis Kessler, notary residing at Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, published in the “Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations” (the “Mémorial”) number 1216, dated 9 May 2015 (the “Company” and together with the Sole Shareholder, the “Merging Companies”).

II.- That the 120,000 (one hundred twenty thousand) shares with a nominal value of NOK 1 (one Norwegian Krone) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

III.- It is intended to merge the Company into the Sole Shareholder whereby the Company, as absorbed company, shall cease to exist and its entire assets and liabilities shall be transferred to the Sole Shareholder (the “Merger”).

IV.- That the provisions of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended (the “Law”) regarding mergers have been fulfilled with as follows:

- Publication on the 17 July 2015 of the common draft terms of merger in the Mémorial number 1770, corresponding to a period of at least one month before the date of the general meetings of shareholders of the Merging Companies convened to decide on the common draft terms of merger;

- Deposit of the documents required by Article 267 of the Law at the registered office of each of the Merging Companies at least one month before the date of the general meetings of shareholders of the Merging Companies convened to decide on the common draft terms of merger.

V.- That the agenda (“Agenda”) of the meeting is the following:

1. Waiving of convening notice;
2. Acknowledgement in connection with the merger by absorption of the Company by Bluestar Elkem Solar Co., Ltd S.à r.l., of the draft common terms of merger;
3. Approval of the merger by absorption of the Company by Bluestar Elkem Solar Co., Ltd S.à r.l. and of the dissolution without liquidation of the Company by operation of the merger;
4. Approval of the granting of a full discharge to the managers of the Company in connection with resolution 3. above; and
5. Miscellaneous.

After the foregoing was approved, the Sole Shareholder declared the following:

First resolution:

The Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting. The Sole Shareholder acknowledges having been sufficiently informed on the Agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the Agenda. It is further resolved that all the documentation produced to the meeting has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow the Sole Shareholder to carefully examine each document.

Second resolution:

The Sole Shareholder declares that it has knowledge of the common draft terms of merger relating to the Merger.

The Merger will be implemented by the contribution of any and all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of the Company, without exception and reserves, to the Sole Shareholder.

Merger Project

The Sole Shareholder notes that the boards of managers of the Merging Companies entered into the common draft terms of merger (the “Merger Project”), under private seal, on the 3 July 2015.

The Sole Shareholder further notes that the Merger Project was published in the Mémorial number 1770 dated 17 July 2015.

Explanatory report of the Merging Companies and independent expert report

The Sole Shareholder notes that, in accordance with Article 278 of the Law, the articles 265 and 266 of the Law are not applicable, and therefore the detailed written report of the Merging Companies' management bodies explaining and setting out the legal and economic grounds of the Merger Project, as well as the report of an independent expert on the Merger Project, are not required and have not been prepared.

Financials

The Sole Shareholder confirms that, in accordance with Article 267 (1) (b) and (c) of the Law, as none of the Merging Companies' first financial year has ended yet so that no annual accounts nor interim accounts of the Merging Companies shall be made available for inspection.

Public documentation

In accordance with Article 267 of the Law, as amended, the legal documentation in relation to the Merger has been made available for inspection by the shareholders of each of the Merging Companies at the registered office of each of the Merging Companies.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolution has been taken:

Third resolution:

The Sole Shareholder resolves to approve the Merger, as described in the Merger Project and published in the Mémorial number 1770 dated 17 July 2015, in all its provisions and its entirety, without exception and reserves and the subsequent dissolution without liquidation of the Company by operation of the Merger.

The Merger will take effect and will become effective as from the last date of the concordant extraordinary general meetings of shareholders of each of the Merging Companies approving the Merger. The Merger will be enforceable towards third parties as from the publication with the Mémorial of the minutes of the extraordinary general meetings of shareholders of each of the Merging Companies approving the Merger.

Fourth resolution:

The Sole Shareholder resolves to give full discharge to the managers of the Company for the performance of their mandates until the date hereof.

Declaration

The undersigned notary states in accordance with article 271 (2) of the Law, having verified and certifies the existence and legality of all the acts and formalities incumbent upon the Company and of the merger proposal.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the above mentioned Merger, have been estimated at about one thousand five hundred Euros (1,500.- Euro).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon closed.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le dix-huitième jour du mois d'août.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire, résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Bluestar Elkem Solar Co., Ltd S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 193.251 (l'«Associé Unique»),

ici dûment représenté par M. Régis Galiotto, clerc de notaire, résidant professionnellement au 101 rue de Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration ayant été paraphée «ne varietur» par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel que décrit ci-dessus, a requis du notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- La partie comparante est l'associé unique de REC Solar Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg ayant son siège social sis au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 195.572, constituée le 9 mars 2015 par un acte dressé par Maître Francis Kessler, notaire, résidant à Esch-sur-Alzette, Grand Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 1216 du 9 mai 2015 (la «Société», et ensemble avec l'Associé Unique, les «Sociétés Fusionnantes»).

II.- Que les 120.000 (cent vingt mille) parts sociales d'une valeur nominale de 1 NOK (une Couronne Norvégienne) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points portés à l'ordre du jour dont l'Associé Unique reconnaît expressément avoir été dûment et préalablement informé.

III.- Il est envisagé de procéder à la fusion absorption de la Société par l'Associé Unique, par laquelle la Société, en tant que société absorbée, cessera d'exister et la totalité de ses actifs et passifs sera transférée à l'Associé Unique (la «Fusion»).

IV.- Que les dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi») relatives aux fusions ont été respectées comme suit:

- Publication le 17 juillet 2015 du projet commun de fusion au Mémorial numéro 1170, correspondant à une période d'au moins un mois avant la date des assemblées générales des associés de chacune des Sociétés Fusionnantes appelées à se prononcer sur le projet commun de fusion;

- Dépôt des documents requis par l'Article 267 de la Loi au siège social de chacune des Sociétés Fusionnantes au moins un mois avant la date des assemblées générales des associés de chacune des Sociétés Fusionnantes appelées à se prononcer sur le projet commun de fusion.

V.- Que l'ordre du jour (l'«Ordre du Jour») de l'assemblée est le suivant:

1. Renonciation au droit de convocation préalable;
2. Reconnaissance, en relation avec la fusion par absorption de la Société par Bluestar Elkem Solar Co., Ltd S.à r.l. du projet commun de fusion;
3. Approbation de la fusion par absorption de la Société par Bluestar Elkem Solar Co., Ltd S.à r.l. et de la dissolution sans liquidation de la Société par effet de la fusion;
4. Approbation de l'octroi d'une décharge totale aux gérants de la Société eu égard à la résolution 3. sus-mentionnée; et
5. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède, l'Associé Unique a déclaré ce qui suit:

Première résolution:

L'Associé Unique renonce à son droit de convocation préalable afférent à la présente assemblée. L'Associé Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'Ordre du Jour et considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et de voter sur tous les points portés à l'Ordre du Jour. Il est en outre décidé que toute la documentation pertinente a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un délai suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution:

L'Associé Unique déclare avoir connaissance du projet commun de fusion relatif à la Fusion.

La Fusion sera mise en oeuvre par l'apport de l'ensemble des actifs, passifs, droits, obligations et contrats de la Société, sans exception ni réserves, à l'Associé Unique.

Projet de Fusion

L'Associé Unique note que les conseils de gérances des Sociétés Fusionnantes ont conclu le projet commun de fusion (le «Projet de Fusion»), sous seing privé, le 3 juillet 2015.

L'Associé Unique note ensuite que le Projet de Fusion a été publié au Mémorial numéro 1770 en date du 17 juillet 2015.

Rapport explicatif des Sociétés Fusionnantes et rapport de l'expert indépendant

L'Associé Unique note que, conformément à l'Article 278 de la Loi, les articles 265 et 266 de la Loi ne sont pas applicables et, par conséquent, le rapport écrit détaillé des organes de gestion des Sociétés Fusionnantes expliquant et établissant les motifs juridiques et économiques du Projet de Fusion, ainsi que le rapport de l'expert indépendant sur le Projet de Fusion, ne sont pas requis et n'ont pas été préparés.

Etats comptables

L'Associé Unique note que, conformément à l'Article 267 (1) (b) et (c) de la Loi, comme aucun des premiers exercices des Sociétés Fusionnantes n'a encore été clôturé, aucun compte annuel ou compte intermédiaire des Sociétés Fusionnantes ne doit être mis à disposition pour inspection.

Documentation publique

Conformément à l'Article 267 de la Loi telle que modifiée, la documentation légale relative à la Fusion a été mise à disposition pour inspection par les associés de chacune des Sociétés Fusionnantes au siège social de chacune des Sociétés Fusionnantes.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Troisième résolution:

L'Associé Unique décide d'approuver la Fusion, telle que décrite dans le Projet de Fusion publié au Mémorial numéro 1770 daté du 17 juillet 2015, dans toutes ses dispositions et dans son intégralité, sans exception ni réserves, et la dissolution subséquente sans liquidation de la Société par l'effet de la Fusion.

La Fusion prendra effet à compter de la dernière date des assemblées générales extraordinaires des associés de chacune des Sociétés Fusionnantes concordantes approuvant la Fusion. La Fusion sera opposable aux tiers à compter de la publi-

cation au Mémorial des procès-verbaux des assemblées générales extraordinaires des associés de chacune des Sociétés Fusionnantes approuvant la Fusion.

Quatrième résolution:

L'Associé Unique décide de donner décharge aux gérants de la Société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à la date des présentes.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare conformément à l'article 271 (2) de la Loi, avoir vérifié et certifié l'existence et la légalité de tous les actes et formalités incombant à la Société et du projet de fusion.

Estimation des coûts

Les coûts, frais, taxes et charges, de quelque type que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec les apports de capital, ont été estimés à environ mille cinq cents Euros (1.500.- Euros).

Aucun autre point n'ayant à être traité devant l'assemblée, celle-ci a été clôturée.

Dont acte, à la suite de laquelle le présent acte notarié a été rédigé à Luxembourg, au jour qu'en tête des présentes.

Lecture ayant été faite de ce document à la personne comparante, elle a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande de la personne présente à l'assemblée, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même personne présente, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 25 août 2015. Relation: 1LAC/2015/27046. Reçu douze euros (12.- EUR)

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Référence de publication: 2015151733/204.

(150165149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2015.

IK Investment Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 49.662,50.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 98.911.

In the year two thousand and fifteen, on the thirty-first day of August.

Before the undersigned Maître Danielle KOLBACH, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. Fatburen Europa B.V., a company duly incorporated and validly existing under the laws of The Netherlands and having its registered office at Hoogoorddreef 15, Amsterdam 1101 BA, The Netherlands;

2. Mr. Christopher Masek, residing at 7 Drayton Gardens, London, SW10 9RY, United Kingdom;

3. Mr. Mads Ryum Larsen, residing at South Rise, South Road, St George's Hill, Weybridge, Surrey, KT13 0NA, United Kingdom;

4. Mr. James Yates, residing at 36 Montague Road, Richmond, TW10 6QJ, United Kingdom;

5. Stanhope Invest S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly incorporated and validly existing under the laws of France, having its registered office at 36, Avenue Georges Mandel, F-75116 Paris, France and registered with the Trade and Companies Register of Paris (Registre de Commerce et des Sociétés de Paris) under number 798454609;

6. Detlef Dinsel Vermögensverwaltung GmbH, a company duly incorporated and validly existing under the laws of Germany, having its registered office at 117, Isestrasse, D-20149 Hamburg, Germany and registered with the Hamburg Amtsgericht (District Con.) under number HRB 121317;

7. Cosigrande AB, a company duly incorporated and validly existing under the laws of Sweden, having its registered office at 2, Ostermalmstorg, SE11442, Stockholm, Sweden, and registered with the Registrar of Companies of Sweden under number 556941-0078;

8. Mr. Remko Hilhorst, residing at 17, Stockenchurch Street, GB -SW6 3TS, London, United Kingdom;

9. International Kapital Investment Partners S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540

Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 162242;

10. Mr. Anders Petersson, residing at 22 Jungfrauenthal, 20149 Hamburg, Germany;

11. IK Investment Partners S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at 412 F, Route d'Esch, L-2086 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 98911.

here represented by Mrs. Carmen ANDRE, Lawyer, residing professionally in Luxembourg, acting by virtue of eleven (11) proxies given under private seal.

The said proxies, after having been signed “ne varietur” by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of the registration.

The appearing parties, represented as stated hereabove, have exposed to the undersigned notary as follows:

- That they are the actual shareholders of "IK INVESTMENT PARTNERS SARL", a private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 412 F, Route d'Esch, L-2086 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 98911, incorporated by a deed of the notary public Maître Joseph ELVINGER, then notary residing in Luxembourg, on December 31st, 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 316 of March 19th, 2004, page 15412, the articles of which have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Blanche MOU-TRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, dated March 25th, 2015 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1319, page 63295, on May 21st, 2015 (the “Company”).

- In accordance with Article 7.3 of the articles of association of the Company, as amended from time to time, pursuant to a share redemption agreement dated 31 August 2015, the Company has redeemed three hundred ninety-eight (398) Class F Preference Shares, three hundred ninety-eight (398) Class G Preference Shares, three hundred ninety-eight (398) Class H Preference Shares and three hundred ninety-eight (398) Class I Preference Shares in the share capital of the Company.

- That the voting rights of the three hundred ninety-eight (398) Class F Preference Shares, three hundred ninety-eight (398) Class G Preference Shares, three hundred ninety-eight (398) Class H Preference Shares and three hundred ninety-eight (398) Class I Preference Shares held by the Company itself are suspended, the Company will therefore not take part to the vote.

All this having been declared, the shareholders, represented as aforesaid and holding together the one hundred per cent (100%) of the Company's share capital, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and have requested the notary to state the resolutions contained into the following agenda:

Agenda:

1. Reduction of the share capital of the Company by an amount of four thousand nine hundred and seventy five Euros (EUR 4,975.-) in order to bring the Company's subscribed capital from its current amount of fifty four thousand six hundred and thirty seven Euros and fifty Cents (EUR 54,637.50) to forty nine thousand six hundred and sixty two Euros and fifty Cents (EUR 49,662.50) by cancellation of three hundred and ninety eight (398) Class F Preference Shares, three hundred and ninety eight (398) Class G Preference Shares, three hundred and ninety eight (398) Class H Preference Shares, three hundred and ninety eight (398) Class I Preference Shares, with a nominal value of three point one hundred twenty-five Euro (EUR 3.125) each, held by the Company;

2. Modification of the provisions of Article 7.1 (Subscribed and Paid Up Share Capital) of the articles of association of the Company, as amended from time to time (the “Articles”) as a result of the capital reduction; and

3. Miscellaneous.

After approval of the foregoing, the meeting passed the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to reduce the Company's subscribed share capital by an amount four thousand nine hundred and seventy five Euros (EUR 4,975.-) in order to bring the Company's subscribed capital from its current amount of fifty four thousand six hundred and thirty seven Euros and fifty Cents (EUR 54,637.50) to forty nine thousand six hundred and sixty two Euros and fifty Cents (EUR 49,662.50) by cancellation of three hundred and ninety eight (398) Class F Preference Shares, three hundred and ninety eight (398) Class G Preference Shares, three hundred and ninety eight (398) Class H Preference Shares and three hundred and ninety eight (398) Class I Preference Shares, with a nominal value of three point one hundred twenty-five Euro (EUR 3.125) each, held by the Company in its own portfolio.

Second resolution

The general meeting decides to amend article 7.1 (Subscribed and Paid Up Share Capital) of the Articles which shall henceforth read as follows.

“**7.1. Subscribed and Paid Up Share Capital.** The Company's corporate capital is fixed at forty nine thousand six hundred and sixty two Euros and fifty Cents (EUR 49,662.50) represented by one thousand three hundred forty-four (1,344) Class

A Ordinary Shares, three thousand six hundred thirty seven (3,637) Class F Preference Shares, three thousand six hundred thirty seven (3,637) Class G Preference Shares, three thousand six hundred thirty seven (3,637) Class H Preference Shares and three thousand six hundred thirty seven (3,637) Class I Preference Shares, all with a par value of three point one hundred twenty-five Euro (EUR 3.125) and all fully subscribed and entirely paid up.

At the moment and as long as all the Shares are held by only one shareholder, the Company is a one man company (“société unipersonnelle”) in the meaning of Article 179 (2) of the Law. In this contingency Articles 200-1 and 200-2, among others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.”

There being no further business, the meeting is closed.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of the present increase of capital, is approximately one thousand two hundred Euro (EUR 1,200.-).

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

The document having been read to the proxyholder of the persons appearing, she signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le trente-et-un août.

Par devant, Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. Fatburen Europa B.V., une société dûment constituée et existante en vertu des lois néerlandaises, ayant son siège social à Hoogoorddreef 15, Amsterdam 1101 BA, Pays-Bas;

2. Monsieur Christopher Masek, demeurant au 7 Drayton Gardens, Londres, SW10 9RY, Royaume Uni;

3. Monsieur Mads Ryum Larsen, demeurant à South Rise, South Road, St George's Hill, Weybridge, Surrey, KT13 0NA, Royaume Uni;

4. Monsieur James Yates, demeurant à 36 Montague Road, Richmond, TW10 6QJ, Royaume Uni;

5. Stanhope Invest S.à r.l., une société à responsabilité limitée dûment constituée et existante en vertu des lois françaises, ayant son siège social au 36, Avenue Georges Mandel, F-75116 Paris, France et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 798454609;

6. Detlef Dinsel Vermögensverwaltung GmbH, une société dûment constituée et existante en vertu des lois allemandes, ayant son siège social au 117, Isestrasse, D-20149 Hambourg, Allemagne et enregistrée auprès du Registre des Sociétés de Hambourg sous le numéro HRB 121317;

7. Cosigrande AB, une société dûment enregistrée et existante en vertu des lois suédoises, ayant son siège social au 2, Ostermalmstorg, SE-11442, Stockholm, Suède et enregistrée auprès du Registre des Sociétés de Suède sous le numéro 556941-0078;

8. Mr. Remko Hilhorst, demeurant au 17, Stockenchurch Street, GB - SW6 3TS, Londres, Royaume-Uni;

9. International Kapital Investment Partners S.à r.l., une société à responsabilité limitée gouvernée par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 162242;

10. Mr. Anders Petersson, demeurant au 22, Jungfrauenthal, 20149 Hambourg, Allemagne;

11. IK Investment Partners S.à r.l., une société à responsabilité limitée gouvernée par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 412 F, Route d'Esch, L-2086 Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 98911,

ici représentés par Mme Carmen ANDRE, Avocate, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant en vertu de onze (11) procurations données sous seing privé.

Lesdites procurations, après avoir été signées «ne varietur» par la mandataire des comparants et le notaire soussigné, resteront annexées aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

Les comparants, représentés comme ci-avant, ont exposé au notaire soussigné ce qui suit:

- Qu'ils sont les associés actuels de «IK INVESTMENT PARTNERS SARL», une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 412F, Route d'Esch, L-2086 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg B 98.911, constituée par acte du notaire Joseph ELVINGER, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 31 décembre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 316 du 19 mars 2004, page 15412,

les statuts ayant été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, le 25 mars 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1319, page 63295, en date du 21 mai 2015 (la «Société»).

- Que conformément à l'article 7.3 des statuts de la Société, tels que modifiés, en application d'un contrat de rachat de parts sociales daté du 31 août 2015, la Société a racheté trois cent quatre-vingt-dix-huit (398) parts sociales Préférentielles de Classe F, trois cent quatre-vingt-dix-huit (398) parts sociales Préférentielles de Classe G, trois cent quatre-vingt-dix-huit (398) parts sociales Préférentielles de Classe H, trois cent quatre-vingt-dix-huit (398) parts sociales Préférentielles de Classe I du capital social de la Société.

- Que les droits de vote des trois cent quatre-vingt-dix-huit (398) parts sociales Préférentielles de Classe F, trois cent quatre-vingt-dix-huit (398) parts sociales Préférentielles de Classe G, trois cent quatre-vingt-dix-huit (398) parts sociales Préférentielles de Classe H, trois cent quatre-vingt-dix-huit (398) parts sociales Préférentielles de Classe I détenues par la Société sont suspendus, la Société ne prendra par conséquent pas part au vote.

Ceci ayant été déclaré, les associés, représentés comme ci-avant et détenant ensemble cent pour cent (100%) du capital social de la Société, ont immédiatement procédé à l'assemblée générale extraordinaire et ont requis le notaire soussigné d'acter les résolutions contenues dans l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Réduction du capital social de la Société d'un montant de quatre mille neuf cent soixante-quinze Euros (EUR 4.975,-) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de cinquante-quatre mille six cent trente-sept Euros et cinquante Cents (EUR 54.637,50) à quarante-neuf mille six cent soixante-deux Euros et cinquante Cents (EUR 49.662,50) par annulation de trois cent quatre-vingt-dix-huit (398) parts sociales Préférentielles de Classe F, trois cent quatre-vingt-dix-huit (398) parts sociales Préférentielles de Classe G, trois cent quatre-vingt-dix-huit (398) parts sociales Préférentielles de Classe H, trois cent quatre-vingt-dix-huit (398) parts sociales Préférentielles de Classe I, d'une valeur nominale de trois Euros et cent vingt-cinq Cent (EUR 3,125) chacune, détenues par la Société;

2. Modification de l'article 7.1. (Capital souscrit et libéré) des statuts de la Société, tels que modifiés (les «Statuts») suite à la réduction du capital social; et

3. Divers.

Après approbation de ce qui précède, l'assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de quatre mille neuf cent soixante-quinze Euros (EUR 4.975,-) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de cinquante-quatre mille six cent trente-sept Euros et cinquante Cents (EUR 54.637,50-) à quarante-neuf mille six cent soixante-deux Euros et cinquante Cents (EUR 49.662,50) par annulation de trois cent quatre-vingt-dix-huit (398) parts sociales Préférentielles de Classe F, trois cent quatre-vingt-dix-huit (398) parts sociales Préférentielles de Classe G, trois cent quatre-vingt-dix-huit (398) parts sociales Préférentielles de Classe H et trois cent quatre-vingt-dix-huit (398) parts sociales Préférentielles de Classe I, d'une valeur nominale de trois Euros et cent vingt-cinq Cent (EUR 3,125) chacune, détenues par la Société elle-même.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 7.1 (Capital souscrit et libéré) des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **7.1. Capital souscrit et libéré.** Le capital social de la Société est fixé à quarante-neuf mille six cent soixante-deux Euros et cinquante Cents (EUR 49.662,50) représenté par mille trois cent quarante-quatre (1.344) Parts Sociales Ordinaires de Classe A, trois mille six cent trente-sept (3.637) Parts Sociales Préférentielles de Classe F, trois mille six cent trente-sept (3.637) Parts Sociales Préférentielles de Classe G, trois mille six cent trente-sept (3.637) Parts Sociales Préférentielles de Classe H, trois mille six cent trente-sept (3.637) Parts Sociales Préférentielles de Classe I, chacune ayant une valeur nominale de trois Euros et cent vingt-cinq Cent (EUR 3,125) et toutes entièrement souscrites et libérées.

A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi sur les Sociétés. Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2 de la Loi sur les Sociétés trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes est estimé à environ mille deux cents euros (1.200,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. ANDRE, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils le 2 septembre 2015. Relation: DAC/2015/14373. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): J.THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 10 septembre 2015.

Référence de publication: 2015151553/206.

(150166065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2015.

Formuepleje Lux SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 199.878.

— STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the fifth of August.

Before us Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Carnegie Fund Services SA, a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 5 Place de la Gare, L-1616 Luxembourg, registered under the number RCS Luxembourg B 158.409,

here represented by Mr. Henri DA CRUZ, private employee, residing professionally in Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg), by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been signed "ne varietur" by the notary and the proxy-holder, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it. Such appearing party, represented as stated above, has requested the officiating notary to enact the following articles of incorporation of a company, which it declares to establish as follows:

Name, Duration, Purpose and Registered Office

Art. 1. Formation. There is established, among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a corporation in the form of a société anonyme under the name "Formuepleje Lux SICAV" qualifying as a Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV), (hereafter referred to as the «Company»).

Art. 2. Life. The Company is established for an unlimited duration. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 3. Object. The object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities and/or other liquid financial assets with the purpose of spreading investment risk and affording its shareholders the benefit of the management of the Company's Sub-Funds.

The Company may take any measures and carry out any operations which it may deem useful to the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the law of December 17, 2010, on undertakings in collective investments (the «2010 Law»).

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company (the «Board of Directors» or the «Board» or the «Directors»).

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, military, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of those abnormal circumstances; despite such temporary transfer of its registered office, the Company will remain a Luxembourg corporation.

Share Capital, Shares,

Art. 5. Capital. The capital of the Company shall at all times be equal to the value of the net assets of all Sub-Funds of the Company as determined in accordance with Article 19 hereof.

The minimum capital of the Company shall be of one million two hundred fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-).

The Board of Directors is authorized without limitation and at any time to issue further shares at the respective Net Asset Value per share determined in accordance with Article 19 hereof without reserving to existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The Board of Directors may delegate to any duly authorized Director or officer of the Company, or to any duly authorized person, the duties of accepting subscriptions, redemptions and conversions, receiving payment and delivering any new shares.

Shares may, as the Board of Directors shall determine, be issued in respect of different sub-funds (the «Sub-Funds») and the proceeds of the issue of each Sub-Fund's shares shall be invested pursuant to Article 3 hereof in transferable securities and other liquid financial assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, to such specific types of equity or debt securities as the Board of Directors shall from time to time determine.

The Board of Directors reserves the right to create new Sub-Funds and to fix the investment policy of these Sub-Funds.

The Board of Directors may further decide to create within each Sub-Fund two or more classes (the «Classes») whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned but where a specific sales and redemption charge structure, fee structure, hedging policy, reference currency, distribution policy or other specificity is applied to each Class.

The shares shall be and remain registered shares. Fractions of registered shares shall be issued, up to two (2) decimal places, unless otherwise indicated in the Company's offering prospectus (the «Prospectus»).

No share certificates will be issued except on specific request. Registered share ownership will be evidenced by confirmation of ownership and registration on the share register of the Company. When issued, share certificates shall be signed by two Directors. One or both such signatures may be printed or facsimile as the Board of Directors shall determine.

If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, the person entitled to such fraction shall not be entitled to vote in respect of such fraction, but shall, to the extent the Company shall determine as to calculation of fractions, be entitled to dividends or other distributions on a prorata basis.

Art. 6. Lost certificates. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, stolen or destroyed, then, at his request a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as may be imposed or permitted by applicable law and as the Company may determine consistent therewith. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued, shall become void.

Mutilated share certificates may be exchanged for new share certificates at the discretion of the Company.

The mutilated certificates shall be delivered to the Company and shall be annulled immediately.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof, and in connection with the annulment of the old share certificates.

Art. 7. Restrictions. In the interest of the Company, the Board of Directors may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any physical person or legal entity.

General Meetings

Art. 8. General Meetings. Any regularly constituted general meeting of the shareholders of this Company shall represent the entire body of shareholders of the Company and duly convened as required by the law of August 10, 1915 on Commercial Companies (the «Law of 1915») and the Law of 2010.

The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with the Law of 1915 and the Law of 2010, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on the last Wednesday in May at 9 a.m. Luxembourg time.

If such day is a legal bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg. The annual general meeting may be held outside of Luxembourg, if, in the absolute and final judgment of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other general meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of general meeting.

All general meetings shall be convened in the manner provided for by Luxembourg law.

Each share, regardless of the Net Asset Value per share, is entitled to one vote. A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person (who need not be a shareholder and who may be a Director of the Company) as his proxy. The proxy shall be provided in writing or in the form of a cable, telegram, telex, telefax or similar communication.

Resolutions concerning the interests of the shareholders of the Company shall be taken in general meeting and resolutions concerning the particular rights of the shareholders of one specific Sub-Fund shall in addition be taken by this Sub-Fund (s) general meeting.

Except as otherwise provided herein or required by law, resolutions at a duly convened general meeting of shareholders will be passed by a simple majority of those present and voting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders, including, without limitation, conditions for the participation in general meetings of shareholders.

Administration and Supervision

Art. 9. Board of Directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members who need not to be shareholders of the Company.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and shall hold office until their successors are elected. A Director may be removed with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next general meeting of the shareholders.

Art. 10. Chairman. The Board of Directors shall choose from among its members a Chairman, and may choose from among its members one or more Vice-Chairmen. It may also choose a secretary who needs not to be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the Chairman, or two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The Chairman shall preside at all meetings of shareholders or in his absence or inability to act, the Vice-Chairman or another Director appointed by the Board of Directors shall preside as chairman pro-tempore, or in their absence or inability to act, the shareholders may appoint another Director or an officer of the Fund as chairman pro tempore by vote of the majority of shares present or represented at any such meeting.

The Chairman shall preside at all meetings of the Board of Directors, or in his absence or inability to act, the Vice-Chairman or another Director appointed by the Board of Directors shall preside as chairman pro-tempore.

The Board of Directors shall from time to time appoint officers of the Company, including an investment manager, or other officers considered necessary for the operation and management of the Company, who need not to be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the power and duties granted to them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in case of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing or by cable, telegram, telex, telefax or similar communication from each Director. Separate notices shall not be required for meetings held at times and places set out in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing another Director as proxy, which appointment shall be in writing or in form of a cable, telegram, telex, telefax or similar communication.

Directors may also assist at board meetings and board meetings may be held by telephone conference or video-conference or any other electronic means, provided that the vote is confirmed in writing.

The Board of Directors can deliberate or act with due authority if at least a majority of the Directors is present or represented at such meeting. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting.

Resolutions signed by all members of the Board will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, cable, telegram, telex, telefax or similar communication.

Art. 11. Minutes. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the Chairman, or in his absence, by the chairman pro-tempore who presided at such meeting or by two Directors.

Copies or extracts of such minutes which are to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman or by the chairman pro-tempore of that meeting, or by two Directors or the secretary or an assistant secretary.

Art. 12. Powers. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration, disposition and execution in the Company's interest. All powers not expressly restricted by law or by the present Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

The Board of Directors is authorized to determine the Company's investment policy in compliance with the relevant legal provisions and the object set out in Article 3 hereof and as stated in any offering Prospectus in force from time to time.

Whilst the Company has broad powers under its Statutes as to the type of investments it may take and the investment methods it may adopt the Company may only invest in:

Transferable Securities and Money market Instruments

(i) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in an Eligible State (an "Official Listing"); and/or

(ii) transferable securities and money market instruments dealt in another regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public in an Eligible State (a "Regulated Market"); and/or

(iii) recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to an Official Listing or a Regulated Market and such admission is secured within one year of the issue. (for this purpose an "Eligible State" shall mean a member State of the Organisation for Economic Cooperation and Development ("OECD") and all other countries of Europe, the American Continents, Africa, Asia, the Pacific Basin and Oceania).

(iv) money market instruments other than those admitted to an Official Listing or dealt in on a Regulated Market which are liquid and whose value can be determined with precision at any time, if the issue or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that they are:

- issued or guaranteed by a central, regional or local authority or central bank of a Member State, the European Central Bank, the European Union (the "EU") or the European Investment Bank, a non-Member State or, in the case of a federal state, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States belong; for the purpose of this section and if not specifically defined for each Sub-Fund, "Member State" means a Member State of the EU or the States of the European Economic Area (the "EEA") other than the Member States of the EU, or

- issued by an undertaking, any securities of which are admitted to an Official Listing or dealt in on Regulated Markets referred to in items (i) and (ii) above, or

- issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision, in accordance with criteria defined by EU Community law, or by an establishment which is subject to and complies with prudential rules considered by the CSSF to be at least as stringent as those laid down by EU Community Law such as a credit institution which has its registered office in a country which is an OECD member state and a FATF state, or

- issued by other bodies belonging to the categories approved by the CSSF provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second and the third indents and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount to at least ten million euros (EUR 10,000,000) and which presents and publishes its annual accounts in accordance with the fourth directive 78/660/EEC, is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line.

The Company shall not, however invest more than 10% of the net assets attributable to any Sub-Fund, in transferable securities or money market instruments other than those referred to in items (i) to (iv) above.

Shares/units of UCI

(v) shares/units of UCITS authorised according to Directive 2009/65/EC and/or other UCI within the meaning of Article 1, paragraph (2) points (a) and (b) of Directive 2009/65/EC, whether or not established in a Member State, provided that:

- such other UCIs are authorised under laws which provide that they are subject to supervision considered by the Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF") to be equivalent to that laid down in EU Community law, and that cooperation between authorities is sufficiently ensured;

- the level of protection for share-/unitholders in the other UCIs is equivalent to that provided for share-/unitholders in a UCITS, and in particular that the rules on asset segregation, borrowing, lending and uncovered sales of transferable securities and money market instruments are equivalent to the requirements of Directive 2009/65/EC;

- the business of the other UCIs is reported in semi-annual and annual reports to enable an assessment of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period;

- no more than 10% of the assets of the UCITS or of the other UCIs (or of the assets of the relevant Sub-Fund), whose acquisition is contemplated, can, according to their constitutional documents, be invested in aggregate in shares/units of other UCITS or other UCIs.

Moreover, no issuing commission may be charged to the Company upon investment in a related target fund. Also, no redemption commission may be charged to the Company upon divestment from a related target fund.

Deposits with credit institutions

(vi) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than twelve months, provided that the credit institution has its registered office in a Member State or, if the registered office of the credit institution is situated in a third country, provided that it is subject to prudential rules considered by the CSSF as equivalent to those laid down in EU Community law such as a credit institution which has its registered office in a country which is an OECD member state and a FATF state;

Financial Derivative instruments

(vii) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, admitted to an Official Listing or dealt in on a Regulated Market referred to in items (i) and (ii) above; and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter ("OTC derivatives"), provided that:

- the underlying consists of instruments described in sub-paragraphs (i) to (vii), financial indices, interest rates, foreign exchange rates, or currencies, in which the Sub-Funds may invest in accordance with their investment policies,

- the counterparties to OTC derivative transactions are institutions subject to prudential supervision, and belonging to the categories approved by the CSSF, and

- the OTC derivatives are subject to reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair value at the Company' initiative.

Financial derivatives transactions may be used as part of the investment strategy or for hedging purposes of the investment positions or for efficient portfolio management. Transactions on derivatives entered into for hedging purpose aim to protect portfolios against market movements, credit risks, currency fluctuations, and interest rate risks. In order to be considered as entered into for efficient portfolio management, transactions on derivatives must be entered into for one or more of the three following specific aims: reduction of risk, reduction of cost, or generation of additional capital income with an acceptably low level of risk. Transactions entered into for efficient portfolio management must be economically appropriate. In this context, the Investment Managers must take care to determine that for transactions undertaken to reduce risk or cost, the transaction should diminish a risk or a cost of a kind or level, which is sensible to reduce and for transactions undertaken to generate additional capital or income, the Sub-Fund should benefit from the transaction. Transactions on derivatives entered neither for hedging purpose nor for efficient portfolio management may only be used as part of the investment strategy.

The Company may use all the financial derivative instruments authorised by the Luxembourg Law or by Circulars issued by the Luxembourg supervisory authority and in particular, but not exclusively, the following financial derivative instruments and techniques:

- financial derivative instruments linked to market movements such as call and put options, swaps or futures contracts on securities, indices, baskets or any kind of financial instruments;

- financial derivative instruments linked to currency fluctuations such as forward currency contracts or call and put options on currencies, currency swaps, forward foreign exchange transactions, proxy-hedging whereby a Sub-Fund effects a hedge of the Reference Currency of the Sub-Fund (or benchmark or currency exposure of the Sub-Fund) against exposure in one currency by instead selling (or purchasing) another currency closely related to it, cross-hedging whereby a Sub-Fund sells a currency to which it is exposed and purchases more of another currency to which the Sub-Fund may also be exposed, the level of the base currency being left unchanged, and anticipatory hedging whereby the decision to take a position on a given currency and the decision to have some securities held in a Sub-Fund's portfolio denominated in that currency are separate;

- financial derivative instruments linked to interest rate risks such as call and put options on interest rates, interest rate swaps, forward rate agreements, interest rate futures contracts, swap options whereby one party receives a fee in return for agreeing to enter into a forward swap at a predetermined fixed rate if some contingency event occurs (e.g. where future rates are set in relation to a benchmark), caps and floors whereby the seller agrees to compensate the buyer if interest rates rise above, respectively fall below a pre-agreed strike rate on pre-agreed dates during the life of the agreement in exchange of an up front premium;

- financial derivative instruments related to credit risks, such as credit default swaps whereby one counterpart (the protection buyer) pays a periodic fee in return for a contingent payment by the protection seller following a credit event of a reference issuer. The protection buyer must either sell particular obligations issued by the reference issuer for its par value (or some other designated reference or strike price) when a credit event occurs or receive a cash settlement based on the difference between the market price and such reference price. A credit event is commonly defined as a downgrading of the rating assigned by a rating agency, bankruptcy, insolvency, receivership, material adverse restructuring of debt or failure to meet payment obligations when due. Credit default swaps can carry a higher risk than investment in bonds directly. The market for credit default swaps may sometimes be more illiquid than bond markets. The International Swap and Derivatives Association (ISDA) has produced standardised documentation for these transactions under the umbrella of its ISDA Master Agreement. The Company may use credit default swaps in order to hedge the specific credit risk of some of the issuers in a Sub-Fund's portfolio by buying protection. Provided it is in its exclusive interest, the Company may also sell protection by entering into credit default swap sale transactions in order to acquire a specific credit exposure and/or buy protection by entering into credit default swap purchase transactions without holding the underlying assets provided always that the restrictions set out in sections "Investment Objectives and Policies" and "Investment Restrictions" are complied with. The entering into such transactions is in particular in the Sub-Fund's exclusive interest, when the prevailing rates offered by the credit default swap market are more favourable than those offered by the cash bond markets.

- The Company may only enter into credit default swap transactions with highly rated financial institutions specialised in this type of transaction and only in accordance with the standard terms laid down by the ISDA.

(i) transferable securities and money market instrument admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the 2010 Law,

(ii) transferable securities and money market instruments dealt in on another market in a Member State which is regulated, operates regularly and is recognized and open to the public; for the purpose of this Article, "Member State" shall have the meaning as defined by the Law of 2010,

(iii) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in a non-Member State of the European Union or dealt in on another market in a non-Member State of the European Union which

is regulated, operates regularly and is recognized and open to the public, and is established in a country in Europe, America, Asia, Africa or Oceania,

(iv) recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or markets as per paragraphs i), ii) and iii) above and provided such admission takes place within one year of the issue,

(v) units or shares of other undertakings for collective investment in transferable securities (the «UCITS») and/or other undertakings for collective investment (the «UCI»),

(vi) deposits,

(vii) financial derivative instruments (including those dealt in «over-the counter»),

(viii) any other securities or assets permitted by part I of the Law of 2010 within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the offering Prospectus of the Company.

Each Sub-Fund is authorised to invest in accordance with the principle of risk spreading, up to 100% of its net assets in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State, one or more of its local authorities, by any other member state of the Organisation for Economic Cooperation and Development ("OECD") or by a public international body of which one or more Member States of the EU belong, provided that (i) such securities are part of at least six different issues, and (ii) the securities from any one issue shall not account for more than 30% of the total net assets of such Sub-Fund.

The Board of Directors of the Company may decide that investments of the Company be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the 2010 Law and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter provided that, among others, the underlying consists of instruments covered by the 2010 Law, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives as disclosed in its offering Prospectus.

The Board of Directors may decide that investments of a Sub-Fund be made with the aim to replicate a certain stock or bond index provided that the relevant index is recognized by the Luxembourg supervisory authority on the basis that the composition is sufficiently diversified, it represents an adequate benchmark for the market to which it refers and is published in an appropriate manner.

The Company will not invest more than 10% of the total net assets of any Sub-Fund in units/shares of other UCITS and/or other UCIs as defined in the 2010 Law, unless otherwise specified in the investment policy applicable to the relevant Sub-Fund as indicated in the offering Prospectus of the Company.

By way of derogation from the above-mentioned 10%-limit, the Company will also be entitled to adopt master-feeder investment policies in compliance with the provisions of the 2010 Law and under the condition that such a policy is specifically permitted by the investment policy applicable to the relevant Sub-Fund as disclosed in the offering Prospectus of the Company.

A Sub-Fund of the Company, may, subject to the conditions provided for in the offering Prospectus of the Company and to the conditions of the 2010 Law, subscribe, acquire and/or hold securities to be issued by one or more Sub-Funds of the Company.

In order to reduce operation and administrative charges whilst allowing a wider diversification of the investments, the Board of Directors may choose that part or all of the assets of certain Sub-Funds will be managed in common with assets belonging to other Sub-Funds of the Company and/or with assets belonging to any other Luxembourg investment fund.

To ensure efficient portfolio management, each Sub-Fund may enter into securities lending and repurchase transactions in accordance with applicable laws and regulations.

Art. 13. Conflicts of interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have, in any transaction of the Company, an interest opposite to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the Board of Directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term «opposite interest», as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving any person, company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion.

Art. 14. Indemnity. The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonable incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other fund of

which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 15. Delegation. The Board of Directors of the Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, who need not be members of the Board, who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorizes, sub-delegate their powers. If delegation is made to a Board Member under this Article, the Board must have received authorisation from the General Meeting of Shareholders.

The Company may designate a management company submitted to chapter 15 of the 2010 Law in compliance with the provisions of the 2010 Law.

The appointment and revocation of the Company's service providers, including the management company (if any), will be decided by the Board of Directors of the Company at the majority of the Directors present or represented.

Art. 16. Signatures. The Company will be bound by the joint signature of any two Directors or by the individual signature of any duly authorized Director or officer of the Company or by the individual signature of any other person to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Issue, redemption and conversion of shares

Art. 17. Issue of shares. Whenever shares of the Company shall be offered by the Company for subscription, the initial price per share at which such shares shall be determined by the Board for the relevant Classes. The Board may also decide that an issue commission has to be paid for any subscription made during the initial subscription period, which the offering Prospectus may provide for, subject to such notice period and procedures as the Board may determine and publish in the offering Prospectus of the Company.

In the event of an issue of a new Class of shares, the initial issue price shall be determined by the Board of Directors.

Following any initial subscription period, the issue price per share will be the Net Asset Value per share in accordance with the offering Prospectus and the provisions of Article 19 hereof, on the applicable Valuation Date as defined in the offering Prospectus and Article 19 hereof. The Board may also decide that a subscription commission has to be paid, which the offering Prospectus may provide for, subject to such notice period and procedures as the Board may determine and publish in the offering Prospectus of the Company.

The Board of Directors may in the interest of the shareholders accept transferable securities and other assets permitted by the Law of 2010 as payment for subscription ("contribution in kind"), provided, the offered transferable securities and assets correspond to the investment policy and restrictions of the relevant Sub-Fund. Each payment of shares in return for a contribution in kind is part of a valuation report issued by the auditor of the Company. The Board of Directors may at its sole discretion, reject all or several offered transferable securities and assets without giving reasons. All costs caused by such contribution in kind (including the costs for the valuation report, broker fees, expenses, commissions, etc.) shall be borne by the investor.

Allotment of shares shall be made immediately upon subscription and payment must be received by the Company within a period as determined from time to time by the Board of Directors, from the applicable Valuation Date as defined in the offering Prospectus and Article 19 hereof. If payment is not received, the relevant allotment of shares may be cancelled. The Board of Directors may in its discretion determine the minimum amount of any subscription in any Class of share of any Sub-Fund.

Subscriptions received before a certain hour such as determined by the Board of Directors from time to time on a Valuation Date as defined in the offering Prospectus and Article 19 hereof, shall be processed at the Net Asset Value determined for that date; if subscriptions are received after that certain hour as determined by the Board of Directors from time to time, they shall be processed at the Net Asset Value determined for the following Valuation Date as defined in the offering Prospectus and Article 19 hereof. The investor will bear any taxes or other expenses attached to the application.

The Board may reserve the right to accept or refuse any subscriptions in whole or in part for any reason.

The issue of shares of any Sub-Fund may be suspended on any occasion when the calculation of the Net Asset Value as defined in the offering Prospectus and Article 19 hereof, is suspended.

Art. 18. Redemption and Conversion of shares. As is more specifically described below, the Company has the power to redeem its own outstanding fully paid shares at any time, subject solely to the limitations set forth by law.

A shareholder of the Company may at any time irrevocably request the Company to redeem all or any part of his shares of the Company. In the event of such request, the Company shall redeem such shares subject to any suspension of this redemption obligation pursuant to Article 19 hereof. Shares of the capital stock of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

If requests for redemption on any Valuation Date as defined in the offering Prospectus and Article 19 hereof, exceed 10% of the Net Asset Value of a Sub-Fund's shares as defined in the offering Prospectus and Article 19 hereof, the Company

reserves the right to postpone redemption of all or part of such shares to the following Valuation Date as defined in the offering Prospectus and Article 19 hereof. On the following Valuation Date as defined in the offering Prospectus and Article 19 hereof, such requests will be dealt with in priority to any subsequent requests for redemption.

The shareholder will be paid a price per share equal to the Net Asset Value for the relevant Class as determined in accordance with the offering Prospectus and the provisions of Article 19 hereof less a repurchase commission (if applicable) which shall be determined from time to time by the Board of Directors.

Redemption applications received before a certain hour such as determined by the Board of Directors from time to time on a Valuation Date as defined in the offering Prospectus and Article 19 hereof, shall be processed at the Net Asset Value determined for that date; if redemption applications are received after that certain hour as determined by the Board of Directors from time to time, they shall be processed at the Net Asset Value determined for the following Valuation Date as defined in the offering Prospectus and Article 19 hereof.

Payment to a shareholder under this Article will be made in the relevant Class currency and shall be dispatched within five days after the relevant Valuation Date as defined in the offering Prospectus and Article 19 hereof and receipt of the correct documentation.

Any request must be filed by such shareholder in irrevocable, written form at the registered office of the Company in Luxembourg, or at the office of the person or entity designated by the Company as agent for the repurchase of shares, such request in the case of shares for which a certificate has been issued to be accompanied by the certificate or certificates for such shares in proper form or by proper evidence of succession or assignment satisfactory to the Company.

Any shareholder may request conversion of whole or part of his shares, with a minimum amount of shares which shall be determined by the Board of Directors from time to time, into shares of another Class which may or may not belong to the same Sub-Fund.

If requests for conversion on any Valuation Date as defined in the offering Prospectus and Article 19 hereof, exceed 10% of the Net Asset Value of a Sub-Fund's shares, the Company reserves the right to postpone the conversion of all or part of such shares to the following Valuation Date as defined in the offering Prospectus and Article 19 hereof. On the following Valuation Date as defined in the offering Prospectus and Article 19 hereof, such requests will be dealt with in priority to any subsequent requests for conversion.

Conversion applications received before a certain hour such as determined by the Board of Directors from time to time on a Valuation Date as defined in the offering Prospectus and Article 19 hereof, shall be processed at the Net Asset Value determined for that date; if conversion applications are received after that certain hour as determined by the Board of Directors from time to time, they shall be processed at the Net Asset Value determined for the following Valuation Date as defined in the offering Prospectus and Article 19 hereof.

Conversion of shares into shares of any other Class will only be made on a Valuation Date as defined in the offering Prospectus and Article 19 hereof, if the Net Asset Value of both Classes as defined in the offering Prospectus and Article 19 hereof, is calculated on the same day. Such conversion shall be free of any charge except that normal costs of administration may be levied. Shareholders may be requested to bear the difference in initial commission between the Classes they leave and the Class of which they become shareholders, should the initial commission of the Class into which the shareholders are converting their shares be higher than the commission of the Class they leave.

Net Asset Value

Art. 19. Net Asset Value. Whenever the Company shall issue, redeem or convert shares of the Company, the price per share shall be based on the Net Asset Value of the shares as defined herein.

The Net Asset Value of each Class shall be determined by the Company or its agent from time to time, but subject to the provisions of the next following paragraph, in no instance less than twice a month on such bank business day or days in Luxembourg as the Board of Directors by resolution may direct (every such day or time for determination of Net Asset Value referred to herein a «Valuation Date»), provided that in any case where any Valuation Date falls on a day observed as a holiday on a stock exchange which is the principal market for a significant proportion of the Sub-Funds' investment or is a market for a significant proportion of the Sub-Funds' investment or is a holiday elsewhere and impedes the calculation of the fair market value of the investments of the Sub-Funds, such Valuation Date shall be the next succeeding bank business day in Luxembourg which is not such a holiday.

The Net Asset Value per share in each Class (the «Net Asset Value per share») will be expressed in the reference currency of the respective Class as a per share figure, and shall be determined on any Valuation Date (as defined above) by dividing the value of the assets of the Sub-Fund properly able to be allocated to such Class less the liabilities of the Sub-Fund properly able to be allocated to such Class by the number of shares then outstanding in the Class on the Valuation Date. The Net Asset Value per share of each Class may be rounded up or down to the nearest two decimals of the reference currency of such Class of shares.

The Company may at any time and from time to time suspend the determination of the Net Asset Value of the shares of any Sub-Fund, and the issue, redemption and conversion thereof, in the following instances:

- during any period (other than ordinary holidays or customary weekend closings) when any market or stock exchange is closed, which is the main market or stock exchange for a significant part of the Sub-Fund's investments, for in which trading therein is restricted or suspended; or

- during any period when an emergency exists as a result of which it is impossible to dispose of investments which constitute a substantial portion of the assets of a Sub-Fund; or it is impossible to transfer monies involved in the acquisition or disposition of investments at normal rates of exchange; or it is impossible for the Company fairly to determine the value of any assets in a Sub-Fund; or

- during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the Sub-Fund's investments or of current prices on any stock exchange; or

- when for any reason the prices of any investment owned by the Sub-Fund cannot be reasonable, promptly or accurately ascertained; or

- during the period when remittance of monies which will or may be involved in the purchase or sale of any of the Sub-Fund's investments cannot, in the opinion of the Board of Directors, be carried out at normal rates of exchange; or

- following a possible decision to liquidate or dissolve the Company or one or several Sub-Funds; or

- in all other cases in which the Board of Directors considers a suspension to be in the best interests of the shareholders.

Any such suspension shall be published by the Company in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby.

The value of the assets of each Sub-Fund is determined as follows:

- transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange or dealt with in on another market which is regulated, operates regularly and is recognized and open to the public, are valued on the basis of the last known sales price. If the same security is quoted on different markets, the quotation of the main market for this security will be used. If there is no relevant quotation or if the quotations are not representative of the fair value, the evaluation will be done in good faith by the Board of Directors or its delegate with a view to establishing the probable sales price for such securities;

- non-listed securities are valued on the basis of their probable sales price as determined in good faith by the Board of Directors or its delegate;

- liquid assets are valued at their nominal value plus accrued interest;

- loans are valued at their nominal value plus accrued interest;

- derivatives are valued at market value.

Whenever a foreign exchange rate is needed in order to determine the Net Asset Value per share, the applicable foreign exchange rate on the respective Valuation Date will be used.

In addition, appropriate provisions will be made to account for the charges and fees charged to the Sub-Funds as well as accrued income on investments.

In the event it is impossible or incorrect to carry out a valuation in accordance with the above rules due to particular circumstances, such as hidden credit risk, the Board of Directors or its designee is entitled to use other generally recognized valuation principles, which can be examined by an auditor, in order to reach a proper valuation of each Sub-Fund's total assets.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision taken by the Board of Directors or by designee of the Board in calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company, and present, past or future shareholders. The result of each calculation of the Net Asset Value shall be certified by a Director or a duly authorized representative or a designee of the Board.

In order to protect existing shareholders and subject to the conditions set out in the offering Prospectus, the Board of Directors may decide to adjust the Net Asset Value per share of a Sub-Fund upwards or downwards in the event of a net surplus of the subscription or redemption applications on a particular Valuation Date. The adjustment of the Net Asset Value is aiming to cover in particular but not exclusively the estimated fiscal charges and dealing costs that may be incurred by the Sub-Fund and the estimated bid/offer spread of the assets in which the Sub-Fund invests.

Moreover, the Net Asset Value per share of the Sub-Funds denominated in a currency other than the reference currency as defined in the offering Prospectus for the relevant Sub-Fund may be adjusted upwards or downwards according to comparable principles as described above to compensate for foreign exchange costs.

Expenses

Art. 20. Expenses. The Company shall bear all expenses connected with its establishment.

Moreover, the Company shall also bear the following expenses:

- all fees to be paid to the Management Company, the Depository Bank and the Central Administration and any other agents that may be employed from time to time,

- all taxes which may be payable on the assets, income and expenses chargeable to the Company;

- standard brokerage and bank charges incurred by the Company's business transactions;

- all fees due to the Auditor and the Legal Advisors to the Company;

- all expenses connected with publications and supply of information to shareholders, in particular, the cost of printing and distributing the annual and semi-annual reports, any prospectuses as well as the key investor information document;

- all expenses involved in registering and maintaining the Company registered with all governmental agencies and stock exchanges;

- all expenses incurred in connection with its operation and its management.

All recurring expenses will be charged first against current income, then should this not suffice, against realised capital gains, and, if need be, against assets.

Each Sub-Fund shall amortise its own expenses of establishment over a period of five years as of the date of its creation. The expenses of first establishment will be exclusively charged to the Sub-Funds opened at the incorporation of the Company and shall be amortised over a period not exceeding five years.

Any costs, which are not attributable to a specific Sub-Fund, incurred by the Company will be charged to all Sub-Funds in proportion to their average Net Asset Value. Each Sub-Fund will be charged with all costs or expenses directly attributable to it.

The different Sub-Funds of the Company have a common generic denomination and one or several investment advisors and/or investment managers which determine their investment policy and its application to the different Sub-Funds in question via a single Board of Directors of the Company.

The Company including all its Sub-Funds is regarded as a single legal entity. However, each Sub-Fund shall be liable for its own debts and obligations. In addition, for the purpose of the relations between the shareholders, each Sub-Fund will be deemed to be a separate entity having its own contributions, capital gains, losses, charges and expenses.

Fiscal Year, authorized Auditor, Distributions

Art. 21. Fiscal Year and Financial Statements. The fiscal year of the Company shall commence on the 1st day of January and terminate on the 31st day of December each year.

Separate financial statements shall be issued for each Sub-Fund in the currency in which the Sub-Funds are denominated. To establish the balance sheet of the Company, those different financial statements will be consolidated after conversion of each reference currency of each Sub-Fund into the currency of the capital of the Company.

Art. 22. Authorized Auditor. The Company shall appoint an authorized Auditor who shall carry out the duties prescribed by the 2010 Law. The Auditor shall be elected by the annual general meeting and shall remain in office until his successor is elected.

Art. 23. Dividends. The general meeting of shareholders shall determine how the profits (including net realized capital gains) of the Company shall be distributed and may from time to time declare, or authorize the Board of Directors to declare dividends provided however that the minimum capital of the Company does not fall below one million two hundred fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-) or the equivalent in any other currency. Dividends may also be paid out of net unrealised losses. For each class or classes of shares entitled to distributions, the Board of Directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law. Dividends declared will be paid in the relevant Class currency on the date of payment or in shares of the Company and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors.

Dissolution of the Company, Liquidation or Merger of Sub-funds or classes of shares

Art. 24. Dissolution of the Company. In the event of the liquidation of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators appointed by the meeting of the shareholders deciding such dissolution and which shall determine such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The liquidators shall realise the Company's assets in the best interest of the shareholders and shall distribute the net liquidation proceeds (after deduction of liquidation charges and expenses) to the shareholders in proportion to their share in the Company. Any amounts not claimed promptly by the shareholders will be deposited in escrow with the Caisse de Consignation. Amounts not claimed from escrow within the statute of limitations will be forfeited according to the provisions of Luxembourg law.

Art. 25. Termination of a Sub-Fund or of a Class of shares. A Sub-Fund or Class may be terminated by resolution of the Board of Directors of the Company if the Net Asset Value of a Sub-Fund or the Net Asset Value of any Class of shares within a Sub-Fund falls below an amount determined by the Board of Directors from time to time or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund or Class concerned would justify such liquidation or if necessary in the interests of the shareholders or the Company. In such event, the assets of the Sub-Fund or Class will be realised, the liabilities discharged and the net proceeds of realisation distributed to shareholders in proportion to their holding of shares in that Sub-Fund or Class. Notice of the termination of the Sub-Fund or Class will be given in writing to registered shareholders and will be published in the «Luxemburger Wort» in Luxembourg and in other newspapers circulating in jurisdictions in which the Company is registered as the Directors may determine.

Any amounts not claimed by any shareholder shall be deposited at the close of liquidation in escrow with the Caisse de Consignation.

In the event of any contemplated liquidation of the Company or any Sub-Fund or Class, and unless otherwise decided by the Board of Directors in the interest of, or in order to ensure equal treatment between shareholders, the shareholders of the relevant Sub-Fund or Class may continue to request the redemption of their shares or the conversion of their shares,

free of any redemption or conversion charges (except disinvestment costs) prior to the effective date of the liquidation. Such redemption or conversion will then be executed by taking into account the liquidation costs and expenses related thereto.

Art. 27. Merger of Fund to another investment fund. The Company may, either as a merging UCITS or as a receiving UCITS, be subject to cross-border and domestic mergers in accordance with the definitions and conditions set out in the 2010 Law. The Board of Directors of the Company will decide on the effective date of such a Merger, when the Company is the receiving Company. When the Company is the entity being merged into another investment fund, then the Board of Directors will propose the effective date of such a Merger to the extraordinary General Meeting of Shareholders deciding on the Merger. Insofar as a Merger requires the approval of the shareholders concerned by the Merger and pursuant to the provisions of the 2010 Law, the meeting of shareholders deciding by simple majority of the votes cast by shareholders present or represented at the meeting is competent to approve the effective date of such a Merger. No quorum requirement will be applicable.

Notice of the Merger will be given in writing to registered shareholders and/or will be published in the «Luxemburger Wort» in Luxembourg and in other newspapers circulating in jurisdictions in which the Company is registered as the Directors may determine. Each shareholder of the relevant Sub-Funds or Classes shall be given the possibility, within a period of at least thirty days in advance in order to enable shareholders to request the redemption or conversion of their shares.

Art. 28. Merger of Sub-Funds or Class of Shares to another Sub-Fund or Class of Shares of the Company. In the event that, for any reason, the value of the total net assets in any Sub-fund or Class has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board to be the minimum level for such Sub-fund or Class to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation, or as a matter of economic rationalisation, the Board may decide to offer to the relevant Shareholders the conversion of their shares into shares of another Sub-fund under terms fixed by the Board or to redeem all the shares of the relevant Sub-fund or Class at the Net Asset Value per share (taking into account projected realisation prices of investments and realisation expenses calculated on the Valuation Day immediately preceding the date at which such decision will take effect). The Company will serve a notice to the holders of the relevant shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons for and the procedure for the redemption operations.

Final Provisions

Art. 29. Amendments. These Articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 30. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the 1915 Law and amendments thereto as well as the 2010 Law.

Transitory dispositions

- 1) The first accounting year will begin on the date of the incorporation of the Company and will end on 31 December 2015.
- 2) The first annual general meeting will be held in 2016.

Subscription and Payment

The articles of incorporation having been settled, the appearing declared to subscribe the three hundred and ten (310) Founder Shares representing thirty one thousand Euro (EUR 31,000.-), corresponding to the corporate capital.

All these shares have been fully paid up by a payment in cash by the Shareholder, so that the sum of the equivalent of thirty one thousand Euro (EUR 31,000.-) is forthwith at the free disposal of the company, as has been proved to the notary, who expressly acknowledges this.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in articles 26, 26-3 and 26-5 of the law of 10 August 1915 on companies and expressly states that they have been fulfilled. He confirms also that the articles of incorporation are consistent to the provision of article 27 of the Law of 1915

Expenses

The expenses of the Fund related to its formation are estimated at approximately two thousand two hundred Euro (EUR 2,200.-)

Extraordinary general meeting of the sole shareholder

The appearing, representing the entire subscribed capital and considering itself as duly convened, has immediately proceeded to an extraordinary general meeting. Having first verified that it was regularly constituted, it has passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 5, Place de la Gare, L-1616 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

2. The number of directors is fixed at three (3) and are elected as directors for a term to expire at the close of the annual general meeting of Shareholders which shall deliberate on the annual accounts of the Fund as at 31 December 2015

Mr Leif HASAGER, Chairman of the Board of Directors, having his professional address at Værkmestergade 25 DK-8000 Aarhus, Denmark.

Mr Philip HAGE, Member of the Board of directors, having his address at L-6496 Echternach, 42a Montée de Trooskneppchen.

Mr Jhon Fritz MORTENSEN, Member of the Board of directors, having his address at L-1230 Luxembourg, 20 Rue Jean Bertels.

3. Deloitte Audit Sàrl, a public limited liability company, having its registered office at 560 Rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg (RCS Luxembourg B.67895) is elected as independent auditor of the Company.

The term of independent auditor expires at the close of the annual general meeting of Shareholders which shall deliberate on the annual accounts of the Company as at 31 December 2015.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the appearing parties, this deed is worded in English

Whereof, this notarial deed is drawn up in Junglinster, on the date named at the beginning of this deed.

The document having been read in the language of the person appearing, known to the notary by surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 11 août 2015. Relation GAC/2015/6879. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015152122/635.

(150167195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Titrisation Helvético-Luxembourgeoise SA, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 150.827.

Le Bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015126863/10.

(150137470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Tovimmo Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 24.800,00.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 99.990.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des associés tenue extraordinairement le 10 juillet 2015

L'Assemblée, à l'unanimité, décide:

1. D'accepter la démission de Monsieur Stéphane BIVER de ses fonctions de gérant de la Société.

2. De nommer en remplacement Monsieur Jean-Luc CLAUSE, né le 2 décembre 1969 à Dudelange (Luxembourg), résidant professionnellement au 128, boulevard de la Pétrusse L-2330 Luxembourg, jusqu'à l'Assemblée générale des associés qui se tiendra en l'année 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juillet 2015.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015126870/18.

(150138077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Paulerbiorn S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4761 Pétange, 59, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 178.219.

—
Suivant la loi du 28.07.2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur, publiée au Mémorial A- N° 161 du 14 août 2014,

Le Conseil d'Administration décide de nommer:

la société «SOCIÉTÉ DE GESTION INTERNATIONALE S.à.r.l.», expert-comptable, située à L-4761 Pétange, 59 route de Luxembourg et inscrite au RCS sous le numéro B77606, dépositaire des titres au porteur de la société.

Pascal WAGNER

Administrateur unique

Référence de publication: 2015127724/14.

(150137525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

Med. Investments Holding SCSp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 198.748.

—
Extrait du 24 juillet 2015 de la convention de société en commandite (la «convention») de Med. Investments Holding SCSp, société en commandite spéciale

1. Associés commandités indéfiniment et solidairement responsables des engagements sociaux. Med. Investments S.à.r.l., ayant son siège social au 25A, boulevard Royal, L - 2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg («l'associé commandité»). L'associé commandité a été constitué le 10.04.2015 en tant que société à responsabilité limitée («S.à.r.l.»), régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée de temps en temps (ci-après la «loi de 1915»), et a été enregistré sous le numéro B195613 auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg (ci-après le «RCSL»).

2. Dénomination sociale, objet social, siège social, exercice.

(I) Dénomination sociale

La société en commandite spéciale aura le nom: «Med. Investments Holding SCSp» (ci-après la «Société»).

(ii) Objet social

L'objet social de la Société est (i) la prise de participation sous forme d'intérêts et des droits de toute nature dans des entités luxembourgeoises ou étrangères et/ ou sous forme d'autres arrangements et dans toute autre forme d'investissement, (ii) l'acquisition par achat, souscription ou autre, ainsi que le transfert par vente, échange, ou autre, des titres de toute nature.

(iii) Siège social

La société demeure à 25A, boulevard Royal, L - 2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

(iv) Exercice

L'exercice social de la société coïncide à l'année calendrier.

3. Nomination du gérant et de pouvoirs de signature. L'associé commandité est investi des pouvoirs les plus étendus pour administrer et gérer la SCSp, conformément à la présente convention de société en commandite et aux lois en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg.

Dans l'exercice de ses fonctions aux termes de la présente, l'associé commandité doit indiquer qu'il agit au nom de la SCSp, et tous les actions entamés ci-après par l'associé commandité seront réputées être à ce titre, sauf indication contraire.

L'associé commandité a le pouvoir exclusif d'entamer toutes les décisions à l'égard de la SCSp, à condition qu'un tel pouvoir n'a pas été délégué ou attribué à une autre entité ou prestataire de services qui seront responsables que pour l'exécution de leur mandat, conformément à la convention présente et à la Loi de 1915, en particulier la «sous-section 2. -sociétés en commandite spéciale» de la Loi de 1915.

4. Date de commencement et durée de la société. La société est établie à partir du 24 juillet 2015, pour une durée indéterminée.

Référence de publication: 2015127558/38.

(150136209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.
